

L'IMPORRECOR

correspondance de presse internationale



ZIMBABWE MANOEUVRES DE DIVERSION

inprecor



correspondance de presse internationale

N°59 7 octobre 1976



rouge

ABONNEZ-VOUS ! Tarif des Abonnements :

	Normal	Collectivités	Etranger
1 an	300 ff	200 ff	500 ff
6 mois	150 ff	100 ff	250 ff
3 mois	80 ff		130 ff

Chèque à l'ordre de : Daniel Bensaïd, sans aucune autre mention.

Eviter les mandats internationaux.

Par Avion et sous pli fermé, écrire au journal.

S. P. N. Service Abonnement.

2 rue Richard Lenoir, 93 100 MONTREUIL

**quotidien communiste
révolutionnaire**

SOMMAIRE

RHODESIE

Derrière le plan Kissinger/Callaghan
Pat Jordon & Julius Karanja

page 3

PORTUGAL

L'enjeu de la réforme agraire
A. Udry & C. Michaloux

page 8

SUEDE

Les raisons de la chute de la
social-démocratie
Tom Gustafsson & G. I. Johnsson

page 13

CHINE

Mao dans la révolution chinoise
S. S. Wu

page 18

JAPON

Les retombées du scandale Lockheed
Pierre Rousset

page 24

SENEGAL

La démocratie à la Senghor
Déclaration du G. O. R.

page 29

ESPAGNE

Appel de prisonniers politiques basques

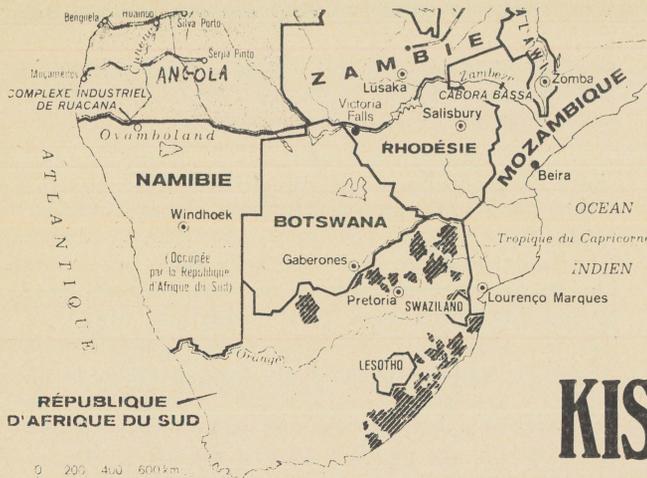
page 32

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - 1000 Bruxelles - Belgique

Correspondance de Presse Internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 80; FS 45; FB 650; \$Can 17
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$24 par an. Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela SCHOLTZ, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 Bruxelles - Compte courant n° 210-0320173-28

POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante: ROUGE, 2 rue Richard Lenoir, 93100-MONTREUIL



DERRIERE LE PLAN

KISSINGER/CALLAGHAN

ZIMBABWE

Pat JORDON & Julius KARANJA

La vague révolutionnaire qui s'est emparée du Sud de l'Afrique a déjà porté des coups sévères à la stratégie impérialiste dans cette région. La tentative de structurer et de consolider les économies des pays de la région sud-africaine autour de l'Afrique du Sud, clé de voûte des intérêts impérialistes, s'est trouvée mise en échec au Mozambique et en Angola, tandis que des crises sociales et politiques survenaient au Zimbabwe (Rhodésie) et en Namibie (ex-Sud-Ouest Africain). En outre, la défaite cuisante essuyée par l'"invincible" Afrique du Sud lors de son intervention militaire en Angola est devenue un facteur décisif suscitant une large riposte des masses qui entrent maintenant en lutte dans toute l'Afrique australe et en Afrique du Sud en particulier.

L'arrivée dans l'arène politique de larges secteurs des masses urbaines sud-africaines armées du courage inébranlable qu'elles ont montré face à la répression brutale des derniers mois, a amplifié la crise qui s'est emparée des Etats de l'Afrique australe. Le problème du Zimbabwe est le premier d'une série d'épreuves cruciales, tant pour la stratégie impérialiste que pour la "diplomatie" africaine. Le Zimbabwe peut devenir, avec les luttes qui se développent en Afrique du Sud, un des foyers de la lutte de classe internationale.

L'incapacité de la "diplomatie" africaine, surtout celle des Etats dits du "champ de bataille" (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie) (1) à entreprendre une action efficace contre les régimes de Smith et Vorster, et le déclin de leur crédibilité qui s'ensuit parmi les masses de leurs propres pays, pousseront ces régimes à collaborer pour tenter d'isoler, et même de réprimer la guérilla. Ainsi, un développement potentiel des luttes nationales d'Afrique australe à l'échelle de tout le sud de l'Afrique verrait probablement ces Etats jouer un rôle comparable à celui des Etats arabes dans la question palestinienne. Le but de la "navette diplomatique" de Kissinger dans le sud de l'Afrique est de porter des coups mortels aux plus intransigeants parmi ceux qui combattent l'impérialisme et le racisme.

Les "leaders de la diplomatie africaine", l'impérialisme et le régime raciste d'Afrique du Sud sont tous d'accord pour constater l'urgence de "résoudre le problème rhodésien". En outre, une solution convenable (avec la naissance d'un régime néo-colonial docile délivré des stigmates du régime "illégal" de Smith) renforcerait l'impérialisme dans ses tentatives de maintenir le régime de Vorster sur des positions plus proches de ses propres intérêts. L'"Economist" du 9 septembre écrivait à ce sujet : "... Un accord sur le problème rhodésien dont la portée est relativement faible, permettrait de gagner du temps pour résoudre le problème plus grave et plus ardu de l'Afrique du Sud".

Le projet Kissinger-Callaghan

C'est sur cette toile de fond que s'inscrivent l'initiative de Kissinger et sa navette diplomatique de septembre. Il faut remarquer que malgré l'identification de ce genre d'initiatives à la personne de Kissinger, c'est James Callaghan, actuel premier ministre de Grande-Bretagne, qui en est à l'origine. Callaghan le déclara d'ailleurs fièrement dans son discours du 22 mars, où il expliqua que le déblocage de la situation en Rhodésie dépendait de l'acceptation par les Blancs de la règle de la majorité, d'ici deux ans ou moins.

Cependant, l'impérialisme britannique affaibli, n'a ni les moyens ni l'influence nécessaires pour imposer une telle solution. L'engagement de l'impérialisme US était donc essentiel. Ce dernier avait bien entendu ses propres raisons d'intervenir en Rhodésie : depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la proportion de capital US investi en Rhodésie s'est considérablement accrue ! Ses sources principales en sont l'Anglo-American Corporation, De Beers, Tanganyika Concessions, etc., qui tous opèrent dans la ceinture du cuivre zambienne et jusqu'au Cap. En outre, les expériences récentes de l'impérialisme US en Angola constituent une raison supplémentaire pour que Washington

veuille décourager toute velléité de la part de la guérilla de demander de l'aide à l'URSS ou à Cuba. La participation britannique, surtout sous l'égide d'un gouvernement travailliste, était vitale pour d'autres raisons aussi. D'abord, le problème de la légalité bourgeoise invoquée comme argument central contre le régime Smith par l'impérialisme britannique (notamment le gouvernement de Wilson d'avant 70), les Nations Unies et les régimes africains noirs. C'est grâce à sa "prise de position" sur ce problème que le gouvernement travailliste est parvenu à se prévaloir de positions progressistes contre Smith - attitude dont l'écho ne fut pas négligeable parmi les masses du Zimbabwe. C'est précisément pour cela que les propositions de Kaunda, Machel, Nyerere et compagnie, prônant l'intervention britannique, représentent une manœuvre crédible ! Il faut ensuite tenir compte de ce que l'impérialisme britannique a soigné sa réputation de réalisme dans sa politique de décolonisation de l'Afrique. Cette attitude, combinée à une opposition proclamée à la politique d'apartheid (cette politique fut à nouveau particulièrement claire sous les travaillistes), renforce encore sa position aux yeux des masses africaines.

Le projet Callaghan-Kissinger avait besoin de deux ingrédients essentiels : une déclaration de Smith comme quoi il accepterait la règle de la majorité et un schéma d'application crédible aux yeux des masses. C'est dans ce cadre qu'il convient d'inscrire la déclaration faite par Smith le 24 septembre dernier. L'accord global qui a été adopté contient les propositions suivantes.

- 1) Le régime de Smith accepte la règle de la majorité dans les deux ans.
- 2) Des représentants du régime rencontrent immédiatement les dirigeants africains pour constituer un gouvernement provisoire.
- 3) Ce gouvernement provisoire est constitué d'un Conseil d'Etat (dont la moitié des membres serait noire et l'autre blanche, avec un président blanc) et un Conseil des Ministres (avec une majorité de ministres noirs et un premier ministre blanc).
- 4) Le Parlement britannique adopte une législation permettant le passage à la règle de la majorité et ensuite le Parlement rhodésien fait de même.
- 5) Une fois le gouvernement provisoire en place, les sanctions internationales prises contre la Rhodésie sont levées, et les "actes de guerre" cessent totalement.

Voilà ce que sont les cinq points. Smith fit encore état d'une clause d'accord supplémentaire : un gigantesque fonds serait constitué - des chiffres entre un et deux milliards de dollars ont été cités, soit une somme variant de 4.000 à 8.000 dollars pour chaque Rhodésien blanc - afin de prévoir une aide économique à la Rhodésie et de garantir les investissements privés, la propriété, les pensions ainsi que les transferts à l'étranger. Ce fonds

devrait permettre aussi d'aider les Rhodésiens qui désirent quitter le pays, bien qu'il ne s'agisse pas là d'un encouragement.

Dans l'ensemble, ces propositions sont une tentative de donner un semblant de respect de la règle majoritaire, tout en conservant la domination blanche. Elles diffèrent très peu, en substance, du Livre Blanc publié par les Britanniques et des cinq principes qu'il contenait, élaborés par Sir Alec Douglas Home et son gouvernement en 1971 (vigoureusement attaqués d'ailleurs par le Parti travailliste à l'époque). En outre, ces propositions contiennent une importante clause dérogatoire qui permet au régime Smith de s'en tirer : si la crise de l'impérialisme ou du régime Smith venait à s'aggraver au cours de cette "période transitoire de deux ans", l'ensemble du mécanisme de négociation pourrait être interrompu sous prétexte que la guérilla n'a pas déposé les armes. La même tactique peut être employée pour isoler les militants qui continuent la lutte armée, en les accusant d'empêcher "la transition vers l'indépendance". Cette dernière tactique sera certainement un des gadgets préférés de la diplomatie africaine. Enfin, la "règle de la majorité", qui doit être instituée dans deux ans n'est définie nulle part, et on ne trouve aucune référence à la principale revendication des nationalistes : "one man, one vote" (2). Il est à noter également que les "Etats du champ de bataille" n'ont pas repris cette revendication et qu'il n'en ont pas fait une condition préalable à l'acceptation de tout règlement.

La position militaro-économique du régime Smith

Lorsque les dirigeants impérialistes ont parlé du "réalisme" de Smith, ils avaient peut-être à l'esprit les rapports des services de renseignement américains, selon lesquels la position militaire de la Rhodésie est intenable. On pouvait lire dans l'"Observer" du 26 septembre, un commentaire sur les trois rapports distincts (3) que Kissinger aurait montrés à Smith lors de leurs conversations :

"Les trois rapports concordaient largement : les seules nuances dans l'analyse portaient sur leur évaluation du délai de l'effondrement de la position militaro-économique de la Rhodésie". Quelle que soit la confiance qu'on puisse faire à ces prédictions, il est clair que la position du régime Smith est des plus précaires. Il n'a pas reçu une aide militaire massive des pays occidentaux, et le régime sud-africain a commencé à lui retirer son soutien.

L'arrogante déclaration faite en juin par le ministre rhodésien de la Défense de l'époque, Van der Byl, selon laquelle "il ne parierait pas un sou" sur les forces de guérilla est un exemple classique de fanfaronnade. Si l'on place les forces rhodésiennes dans les conditions les plus favorables - les mois d'hiver austral,

quand les collines ont perdu leur végétation - il faut 20.000 hommes pour combattre les quelque 1.200 membres de la guérilla. Même dans cette situation, Alain Savoury, vice-président du Parti de la Rhodésie et expert anti-guérilla, expliqua : "Cet été, la plus grande partie de l'armée se rendait compte qu'elle n'avait pas progressé. L'augmentation des accrochages avec la guérilla ces derniers mois et l'incapacité de l'armée à la combattre avec succès ont fait que parler 'd'opérations en zone de guérilla' est devenu une plaisanterie. La guérilla habituellement cantonnée dans une poche au nord du pays s'étend maintenant sur tout le territoire" ("Sunday Times", 26 septembre 1976). Même Van der Byl parlant de la saison des pluies en novembre, a dû admettre que "l'on se trouve en présence d'une épaisse voûte d'arbres, l'herbe est très haute, et toute la végétation est extrêmement dense. On y est confronté à une situation comparable à celle des



Joshua Nkomo

Américains au Vietnam". ("Sunday Times", 26 septembre 1976).

Sur le front économique, David Smith, ministre des finances du régime fit un rapport au Congrès du Front Rhodésien (parti au pouvoir), qui disait en substance que la Rhodésie était en faillite et que son commerce extérieur était pratiquement nul. Sans infusion de prêts souples et l'octroi d'une aide, la Rhodésie serait incapable désormais de payer des achats d'armes ou de faire face à l'inflation croissante. De même, il lui serait impossible de fournir à l'industrie les pièces de rechange ou le matériel de remplacement. La fermeture de la frontière du Mozambique et l'obligation qui en découle de dérouter la circulation des biens et produits (habituellement passant par Beira et Maputo) par le pont

de Beita, a ajouté aux tensions de l'économie. Les attaques de la guérilla le long de cette route ont également pesé.

L'aspect peut-être le plus démoralisant de la situation, pour le régime Smith, est l'accélération de l'émigration des Blancs. Beaucoup de jeunes gens, notamment, veulent échapper ainsi au service militaire. L'"Observer" estime cet exode, en moyenne, à 15.000 personnes par an. Cette estimation est peut-être exacte. En tout cas, les chiffres gouvernementaux publiés le 27 septembre montrent que 1.520 Blancs sont partis durant le seul mois d'août; cela donne une perte nette de 910 personnes. Ces chiffres sont très élevés : compte tenu de la population, ils équivalent au départ annuel de 2,8 à 3 millions de personnes de Grande-Bretagne. De plus, la perte nette serait beaucoup plus importante si d'anciens colons d'Angola et du Mozambique n'étaient pas venus en Rhodésie.

On ne peut qu'être prudent dans les prédictions, car, quelles que soient les similitudes qui peuvent exister entre la végétation du Zimbabwe et celle du Vietnam (et cette similitude n'est que limitée), un élément essentiel du succès manqué dans l'état actuel des choses : une formation politique à l'orientation sociale comparable à celle du FNL vietnamien, à savoir un instrument capable de combiner la lutte de libération nationale et la révolution sociale. En tout état de cause, il est clair que le régime du colonat blanc est à la veille d'un effondrement total.

Le gouvernement provisoire

On peut presque admirer Smith pour l'audace de ses propositions. Le Conseil d'Etat devrait rédiger une constitution légalisant la règle de la majorité, et cependant, les Blancs doivent garder une représentation égale en son sein. Le Conseil des Ministres, en dépit de sa majorité noire, serait incapable de s'opposer aux intérêts blancs, car toute décision devrait être adoptée par une majorité des deux-tiers (et certains rapports affirment qu'il en serait de même dans le Conseil d'Etat). De plus, les postes clé de ministre de la Défense, de ministre de la Justice et de l'Intérieur devraient rester contrôlés par les Blancs. Cependant, au nom de la mise en place de ce gouvernement provisoire, tout acte de guerre devrait cesser. Pour l'essentiel, ces propositions reviennent à exiger des nationalistes noirs qu'ils abandonnent la lutte en échange de vagues promesses quant à la règle de la majorité - et ce, alors que le régime rhodésien blanc doit faire face à une détérioration rapide de la situation.

Les présidents du groupe des 5 Etats se sont sentis obligés de prendre leurs distances face à ces projets. Mais c'est sur le caractère "illégal" du régime Smith qu'ils ont mis l'accent. Les cinq présidents désirent dépasser cette situation d'illégalité en obtenant de "l'autorité coloniale, le gouvernement bri-



VORSTER & KISSINGER

tannique, qu'il convoque immédiatement une conférence en dehors du Zimbabwe avec les représentants authentiques et légitimes du peuple" (communiqué publié après la Conférence de Lusaka des cinq présidents, tenue le 26 septembre). Cette conférence devait :

- "(1) ... discuter de la structure et des fonctions d'un gouvernement provisoire.
- "(2) ... établir le gouvernement provisoire.
- "(3) ... discuter des modalités de convocation d'une conférence constitutionnelle chargée de préparer la Constitution d'indépendance.
- "(4) ... établir sur quelles bases la paix et le retour à la normale pourraient être restaurés dans le pays". (Communiqué du 26 septembre).

Le caractère le plus net de la déclaration des cinq présidents est son flou dans la définition des "authentiques et légitimes représentants du peuple". De toute évidence, ces mêmes "représentants" constitueraient un éventuel gouvernement provisoire issu de la conférence. Kenneth Kaunda (Zambie) semble, ceci dit, avoir fait son choix. N'komo, décrit fort justement comme une personnalité analogue à Kenyatta (voir encart), a fait une tournée des capitales dans un avion du gouvernement zambien. Il est pressenti pour être le premier ministre du gouvernement provisoire. Il est considéré comme "acceptable" par de larges cercles de Blancs, étant connu pour sa "modération" et pour être l'un des rares nationalistes du Zimbabwe prêt à discuter avec Smith. L'élément essentiel du projet de N'komo est d'arriver à un accord avec Mugabe, considéré comme le dirigeant effectif du ZANU (Zimbabwe African National Union) et réputé pour son influence politique sur les guérillas combattantes. Le 27 septembre Mugabe a déclaré que Sithole n'était plus président du ZANU et que l'ANC (African National Council) était impuissant, ne possédant aucune armée. Historiquement, N'komo et

Sithole ont été des dirigeants rivaux respectivement du ZAPU (Zimbabwe African People's Union) et du ZANU. Sithole a violemment dénoncé les termes des propositions de Smith immédiatement après leur annonce, mais des éléments de l'ANC de Muzorewa ont tenu des propos analogues à ceux de N'komo, affirmant que les propositions comportaient certains aspects positifs. Mugabe serait, pour les cinq présidents, le meilleur candidat à la direction des guérillas. Nombre de discussions à venir tourneront évidemment autour des prétentions de ces dirigeants à devenir des fonctionnaires d'Etat dans le gouvernement provisoire, puis "indépendant" du Zimbabwe.

Les guérillas, cependant, dépendent des Etats "Front-liners", en particulier du Mozambique. De plus, le prestige politique des régimes angolais et mozambicain est très grand parmi les guérillas, du fait de la très longue lutte qu'ils ont menée contre l'impérialisme portugais. Le régime de Neto en Angola semble avoir adopté une attitude fraternelle, dans la dernière période, à l'égard de N'komo (en autorisant par exemple son mouvement à ouvrir un bureau dans le pays). Malgré son prétendu caractère marxiste, le Mozambique reste extrêmement dépendant sur le plan économique de l'Occident, et tout particulièrement de l'Afrique du Sud. Il n'est pas du tout exclu que la combinaison de futures "concessions" du régime Smith (allant même jusqu'au sacrifice de Smith), de pressions des Etats "indépendants" de la région (et en particulier des plus "militants"), de l'aura de légalisme et de correction du gouvernement travailliste de Grande-Bretagne, d'une formule crédible de gouvernement provisoire, et d'une promesse d'aide économique massive de l'impérialisme américain, n'arrive au minimum à diviser les guérillas et les militants urbains.

Perspectives

Tous les marchandages en cours, les accusations et les contre-accusations, reflètent ce processus. Il serait impossible, même aux deux Etats "militants" de faire accepter aux guérillas des propositions telles que celles avancées par Smith. Mais s'ils leur portent une critique de "gauche", ils peuvent, avec l'intervention du gouvernement travailliste de Grande-Bretagne, ouvrir la voie à la division et à la confusion. C'est pourquoi la ligne des PC pro-Moscou (telle qu'elle est représentée par le PC britannique dont le journal le "Morning Star" du 27 septembre clairotte son soutien au bloc des cinq Etats) est si criminelle. Une telle orientation couvre les activités de ces Etats et répond aux intérêts de la bureaucratie soviétique. Le 27 septembre, à la suite du communiqué qu'ils ont publié, l'Agence Tass titrait ses dépêches ainsi : "l'Afrique dit non". Il est clair que la bureaucratie soviétique se refuse à fournir aux guérillas du Zimbabwe la même aide qu'elle a pu donner au MPLA en Angola. Bien au contraire, la politique de détente du

Kremlin cherche à maintenir strictement les actuels rapports de forces entre classes en Afrique méridionale et à couvrir d'une caution "gauche" les projets de la diplomatie africaine. La visite projetée de Neto à Moscou, où il sera reçu en héros, devrait permettre de poursuivre cette politique.

Dans la situation présente, la capacité des dirigeants des Etats du bloc des cinq et de l'impérialisme à poursuivre cette manœuvre réformatrice - au moins pour gagner du temps en divisant la guérilla - ne doit pas être sous-estimée. La "conférence constitutionnelle" devrait se tenir à Maputo pour permettre un accès facile aux camps de guérilla. Les militants seraient ainsi soumis rapidement à une forte pression idéologique de la part des présidents de ces Etats.

Mais s'ils sont incapables de réaliser rapidement cette manœuvre, elle peut être mise en échec par la dynamique des luttes engagées dans le reste de l'Afrique méridionale. Toute position intransigeante des forces de guérilla dans le Zimbabwe mettra sévèrement en cause la capacité des régimes africains "indépendants" de la région à résoudre la question du racisme en Afrique méridionale - non seulement aux yeux des masses du Zimbabwe mais aussi aux yeux des masses de leurs pays respectifs. En particulier, Machel et Neto auraient beaucoup de mal à garder leur façade "gauche" et à maintenir leur influence idéologique sur la jeune avant-garde africaine.

Les marxistes-révolutionnaires doivent lutter contre les plans néo-colonialistes de l'impérialisme et de la diplomatie africaine, à propos du Zimbabwe et pour une politique qui réponde aux intérêts des masses du Zimbabwe.

A bas les projets néo-colonialistes sur le Zimbabwe !

Pas d'accord avec l'Etat raciste !

Application immédiate de la loi de la majorité !

Election immédiate d'une Assemblée Constituante !

"One person, one vote" !

Pas d'indemnisation des racistes blancs !

La Grande-Bretagne et les Etats-Unis doivent réparation aux Africains pour les ravages de l'impérialisme !

Désarmement du régime Smith - Armement des masses africaines !

29 septembre 1976

☆
☆ ☆

NOTES :

1) "Front-liners" en anglais. Ce groupe de 5 Etats ayant accédé à "l'indépendance" sous diverses formes, constitue une sorte de bloc politico-diplomatique en Afrique australe.

Parmi ceux-ci, l'Angola et le Mozambique sont appelés Etats "militants". Nous nous y référons selon l'une ou l'autre de ces caractérisations pour éviter les répétitions au cours de l'article (NdT)

2) "One man, one vote", revendication d'une représentativité proportionnelle des communautés raciales.

3) Les 3 rapports émanaient, l'un de l'Agence de renseignement de la Défense (Defense Intelligence Agency), le deuxième du Bureau de Renseignement et de recherche du Département d'Etat (Intelligence and Research Bureau of State Department) et le troisième de l'Agence centrale de renseignement (CIA - Central Intelligence Agency).

Ce terme, utilisé fréquemment par la presse bourgeoise, demande quelques explications. Jomo Kenyatta fut étroitement associé aux luttes de guérilla des Mau-Mau au Kenya et fut détenu par le gouvernement colonial durant les années 50. Au début des années 60, quand il fallut trouver un dirigeant noir à même d'obtenir un large soutien parmi les masses, contre les intérêts du colonat blanc, mais qui ne romprait pas pour autant avec l'impérialisme, Kenyatta fut libéré et devint le premier membre noir du Parlement, puis premier ministre et enfin président. Du fait du rôle collaborationniste qui a été le sien durant les discussions entre Smith et Vorster aux Chutes de Victoria, N'komo peut remplir ce type de fonction. Mais il ne peut le faire que si un Mugabe est inclu dans le plan. A sa libération, Kenyatta prononça un discours devenu fameux, dans lequel il déclarait : "Le gouvernement d'un Kenya indépendant ne sera pas un gouvernement de gangsters. Ceux qui ont eu peur pour leurs propriétés, que ce soit des terres, des immeubles ou des maisons peuvent être rassurés, le prochain gouvernement africain ... ne les privera pas de leurs biens et de leurs droits de propriété". Il est significatif qu'un plan d'indemnisation des colons blancs ait été élaboré, comme en Rhodésie aujourd'hui.

Il sera très difficile d'arriver à un accord entre N'komo et Mugabe. En dépit de leur hostilité commune à Sithole et Muzorewa, ils ont des intérêts largement divergents et sont soumis à des pressions différenciées. N'komo tente d'asseoir sa crédibilité comme seul candidat au poste de premier ministre noir, alors que Mugabe espère unifier sur le terrain les guérillas (les guérillas du ZAPU qui soutiennent N'komo ont quitté les bases du ZIPA cet été). La principale force de guérilla (ZIPA) a elle aussi dénoncé violemment les propositions de Smith et a avancé une série d'exigences, dont la mise en procès des criminels de guerre rhodésiens. Le ZIPA réclame aussi que ce soient les Africains qui occupent les postes de ministres de la Défense, de la Justice et de l'Intérieur. Mugabe, probablement soucieux de maintenir son influence parmi les guérillas, a fait écho à ces exigences.



L'enjeu de la réforme agraire

Dès son intronisation comme premier ministre, après avoir assuré l'élection d'Eanes, Soares annonça son jeu : blocage des salaires, augmentation de la productivité du travail, relance du secteur privé, assainissement financier du secteur nationalisé, réglementation de la réforme agraire. C'est dans ce dernier domaine que le secrétaire du PS engage son attaque contre les masses laborieuses. Certes, l'offensive est encore limitée par les mesures mises en pratique, mais sa portée politique est beaucoup plus importante. Elle touche l'une des principales conquêtes du mouvement de masse, consécutive au 25 avril 1974 : la réforme agraire. Elle a valeur de test pour le gouvernement minoritaire et la bourgeoisie. Enfin, l'utilisation du chantage à l'intervention policière (GNR - Garde Nationale Républicaine) et militaire traduit le prolongement du 25 novembre et la victoire électorale du général Ramalho Eanes.

Dans sa présentation, le 2 août, du programme gouvernemental, Soares annonçait les principaux points de sa politique agraire : la restitution des domaines de moins de 50.000 points (critère combinant la surface et la rentabilité du sol) à leur propriétaire, concrétisation du droit de réserve (droit de préemption des latifundistes sur une partie des terres expropriées), indemnisation pour expropriation, élaboration d'un statut juridique pour les Unités Collectives de Production (UCP).

Pour le moment, le gouvernement ne fait qu'appliquer la première de ces décisions. La "désoccupation" des terres ne concerne que 16.800 hectares sur les 1.100.000 hectares occupés, soit un peu plus de 1,5 %. Selon la loi passée sous le IV^{ème} gouvernement provisoire de Vasco Gonçalves, le total de la superficie des terres expropriables s'élève à environ 1.800.000 hectares. Cependant, les mesures actuelles n'en constituent pas moins le premier pas d'une mise en question des

positions conquises par les travailleurs agricoles et les paysans pauvres du Sud. Elles reposent sur une loi qui est, en fait, postérieure aux mouvements d'occupation aujourd'hui visés, et qui, en raison de ces mobilisations, ne put jamais être appliquée. En outre, elles participent d'une volonté plus profonde de réorientation de la loi de la réforme agraire, qui peut se concrétiser dans la définition du statut juridique des UCP, dans l'ampleur des indemnisations consenties, dans la précision du droit de réserve.

Concentration et parcellisation

Quelques chiffres témoignent de l'importance de la question agraire et de son enjeu politique. En 1968 - date du dernier recensement -, on comptait 810.000 exploitations agricoles couvrant une superficie d'environ 5 millions d'hectares. La part de la population active employée dans l'agriculture s'élevait à 895.260 personnes sur un total de 2.388.170, soit 29,9 %. En 1968, 9.200 exploitations occupaient une superficie de 2,5 millions d'hectares; ainsi, 1,1 % du total des exploitations rassemblait plus de 50 % des terres cultivables. Mille cent quarante domaines de plus de 500 hectares couvraient 30,3 % de la superficie. Par contre, 480.000 exploitations n'englobaient pas plus de 350.000 hectares, c'est-à-dire que 59 % du total des exploitations détenait 7 % de la superficie.

Quant à la structure agraire, le Tage coupe le pays en deux. Le Sud est par excellence la terre de la grande propriété. Dans les quatre districts qui forment l'épicentre de la réforme agraire, la concentration et la dimension des propriétés étaient les plus élevées : à Sétubal, 2,2 % des exploitations (celles de plus de 100 ha.), à Evora 5,7 %, à Portalegre 4,4 %, à Béjà 5,8 % occupaient respectivement 72,6 %, 87 %, 79,2 % et 72,7 % du total de la superficie cultivée dans ces districts. En outre, un

processus de concentration agraire s'est développé dans les années 50 et 60 dans les districts du Sud. Entre 1952 et 1968, le nombre des exploitations avec plus de 500 hectares augmenta de 30 %, celles entre 200 et 500 hectares de 20 % et celles entre 50 et 200 hectares de 36 %. Ainsi, à Bêjá 117 propriétés de plus de 1.000 hectares couvraient une aire de 236.209 hectares sur un total de 753.984; à Evora, 138 propriétés occupaient 314.000 hectares sur 572.000; à Portalegre, 95 propriétés englobaient 168.584 hectares sur 469.958; à Sétubal, 47 propriétés rassemblaient 117.230 hectares sur 293.911. A ce type d'exploitation est liée la pénétration du capital financier dans l'agriculture. A partir des années 60, la CUF, le groupe Espirito Santo, Borges e Irmão, etc. accroissent leurs investissements dans le secteur rural, entre autres sous l'influence du développement de l'industrie alimentaire, de l'industrie de la pâte à papier, etc. Parallèlement, de nombreux latifundistes limitaient leurs investissements agricoles pour déplacer leurs capitaux vers l'industrie touristique, la spéculation immobilière, les opérations bancaires, avec les conséquences que cela avait pour un sol mal irrigué, laissé sans engrais... Ce processus de pénétration du capital financier dans l'agriculture créa un lien objectif entre le mouvement de nationalisation des grands monopoles après le 11 mars 1975 et la mobilisation d'occupation des terres.

Au contraire, dans les districts du Nord et du Centre - Aveiro, Braga, Coimbra, Porto, Viana do Castelo, Viseu et Vila Real - domine le minifundio. Ainsi, les exploitations comprises entre 0,05 hectares et 4 hectares regroupent 90,6 % des propriétés du district d'Aveiro et couvrent 44,8 % de la superficie et respectivement 88,8 % et 49,1 % pour Coimbra, 87,6 % et 42,6 % pour Leiria, 87 % et 38,7 % pour Porto, 92,8 % et 53,3 % pour Viana do Castelo. Dans nombre de ces districts, la moyenne propriété, de 20 à 50 hectares, occupe une position relativement importante. Cependant, dans certaines de ces régions de minifundio, les propriétés de plus de 100 hectares occupent aussi des positions non négligeables : plus de 12,9 % de la superficie à Aveiro, 13,9 % à Leiria. Dans un district comme Bragança, haut lieu de la réaction, les exploitations entre 20 et 50 hectares englobent 23,8 % de la superficie, et celles de plus de 100 hectares, 15,1 %. Ainsi, malgré la dominante du minifundio, les différenciations restent importantes dans le Nord. Par exemple, dans un district comme celui de Porto, le nombre de très petites propriétés (35.440 sur 62.163) de 0,05 à 1 hectare traduit l'existence d'une couche de travailleurs intégrés dans les dernières 15 années dans l'industrie, mais qui continuent à subvenir à leurs besoins alimentaires en cultivant leurs lopins de terre. Enfin, une des caractéristiques des propriétés des districts du Nord - bien que cela se retrouve aussi dans certains

districts du Sud - réside dans le nombre très grand de propriétés qui ne sont pas d'un seul tenant. La parcellisation est une dimension de la structure agraire au Portugal: elle est liée, en grande partie, à la loi sur la succession.

La population rurale

Ces grandes différences dans la structure de la propriété agraire s'expriment sur le plan de la composition sociale régionale de la population rurale. Ainsi dans les districts de grandes propriétés et où les rapports de production capitalistes sont les plus développés - dans les districts de Bêjá, Evora, Santarem, Sétubal, Portalegre - le nombre de salariés agricoles, fer de lance des mobilisations pour les occupations, est fort élevé. En 1970, ils constituent respectivement 77 %, 83,2 %, 72,8 %, 81,2 % et 87,6 % de la population agricole active. En chiffres absolus, dans ces cinq districts, le nombre de salariés atteint 171.775.

Le contraire existe évidemment dans les districts de petites propriétés et où le développement des rapports de production capitalistes fut beaucoup moins rapide : Aveiro, Braga, Bragança, Viana do Castelo, Villa Real, Guarda. Néanmoins, dans ces districts, la crise de de l'agriculture traditionnelle a induit une diminution du nombre de petits propriétaires employant des travailleurs agricoles ou des très petits propriétaires obligés de vendre leur force de travail, alors que le nombre "d'isolés" (de tout petits paysans travaillant seul leur terre) a augmenté souvent de façon considérable. Cela traduit l'accélération du développement capitaliste dans ces régions rurales lors des années 60 et le processus de prolétarianisation qui en découle, mais qui n'a pas atteint des dimensions approchant celles des districts du Sud. Surtout, il est trop récent pour se cristalliser sur le plan de la conscience et de l'organisation. Dans les premiers mois du "processus révolutionnaire", la politique du MFA, appuyée par les partis réformistes et faite de promesses sans lendemain, n'a rien fait pour développer les possibilités d'une jonction, au moins partielle, entre les travailleurs du Sud et les salariés et petits paysans pauvres du Nord. Dans la permanence de cette césure, la contre-révolution, emmenée par les gros et moyens propriétaires, trouva un cadre propice. Bientôt cela fut officialisé par le programme du VIème gouvernement provisoire de Pinheiro de Azevedo : la réforme agraire s'appliqua seulement au Sud du Tage. Aujourd'hui, c'est là qu'on la met en question.

Le mouvement des occupations

Dès juin 1974, les travailleurs agricoles du Sud engagèrent des mobilisations de grande ampleur. Ils possédaient une tradition de lut-

te et d'organisation syndicale clandestine. Dès 1940, se déploya un travail d'organisation et une agitation en faveur de la journée de huit heures. En 1962, 200.000 ouvriers agricoles entrent en grève pour cet objectif.

Après le 25 avril 1974 se forment immédiatement des Commissions pro-syndicales qui signent avec les propriétaires de l'ALA (Association Libre des Agriculteurs) des conventions collectives constituant de fait la première législation du travail rural au Portugal. A partir des noyaux clandestins animés par le PCP, ces commissions pro-syndicales surgissent dans les districts du Ribatejo et de l'Alentejo (Beja, Evora, Porgalegre, Santarem et Sétubal). Les conventions portaient essentiellement sur les salaires, la durée journalière du travail, les congés payés et des jours fériés; de plus, elles sanctionnaient la reconnaissance du droit d'organisation.

Face à l'écroulement soudain d'un régime qui, quels que soient ses projets de développement industriel et de "réforme agraire" limitée, avait toujours finalement satisfait aux desiderata des grands propriétaires fonciers, piliers de l'Etat corporatiste. Ces derniers, désemparés, n'eurent d'autre politique que le sabota-



ge économique. Fuite, incendie de récolte, vente du matériel, refus d'ensemencer, refus d'achat d'engrais, passage de troupeaux vers l'Espagne ou vente du bétail pour l'abattoir constituèrent la riposte initiale des propriétaires devant la volonté d'organisation du prolétariat rural. L'ALA ne servit en aucune mesure d'instrument politique à une contre-offensive concertée des capitalistes terriens. De la même façon que la bourgeoisie manquait de partis politiques, les propriétaires, protégés du régime corporatiste, ne réussirent pas, jusqu'à l'apparition de la CAP (Confédération

des Agriculteurs du Portugal) en automne 1975, à organiser leurs forces et à centraliser la résistance.

Face au sabotage économique, les travailleurs agricoles organisèrent la vigilance pour empêcher les incendies et les ventes de bétail. Ils parvinrent même à contraindre des propriétaires à accroître la superficie des terres ensemencées; en automne 1974, celle-ci s'accroîtra de 7 %. Le 11 mars 1975 constitue, aussi dans le secteur agricole, un tournant. Le renforcement organisationnel du prolétariat rural le met en position de réagir immédiatement à la fuite précipitée de nombreux propriétaires terriens, après leur défaite du 11 mars. Quelques jours après la tentative avortée de Spino-la, le syndicat du district de Beja organisait un rassemblement de plus de 20.000 ouvriers agricoles qui réclama l'expropriation sans indemnisation des latifundia. Dès mai-juin, l'occupation des terres s'étend comme une tâche d'huile. Fin 1975, environ 1.000.000 d'hectares sont occupés, c'est-à-dire les deux tiers du total des terres expropriables selon la "loi d'expropriation" du 29 juillet 1975.

La loi de la réforme

Ce mouvement d'occupation obligea les gouvernements provisoires successifs à entériner l'état de fait par une série de décrets plus radicaux que les mesures prévues par le "plan économique et social" rédigé par Melo Antunes en février 1975. Il faut souligner que ces occupations, faites en réponse au sabotage économique et aux manœuvres réactionnaires des propriétaires, se réalisèrent avant les récoltes, ce qui permit aux travailleurs de disposer des revenus nécessaires pour assurer l'ensemencement, l'achat d'engrais et de matériel, les salaires, etc. Dans la mesure où la loi d'expropriation n'incluait aucune décision concernant le crédit, l'occupation antérieure aux récoltes possédait non seulement une dimension anticapitaliste plus radicale, mais avait des implications au niveau de la gestion directe des terres par les travailleurs. Ainsi, le mouvement de masse dictait les rythmes et les modalités de la réforme agraire et tendait à la faire sortir des limites d'une simple opération réformatrice s'inscrivant dans le cadre d'un projet de restructuration d'ensemble du capitalisme portugais.

Dans les districts clé du Sud, l'occupation des terres aboutit à la mise en place d'Unités Collectives de Production (UCP) au sein desquelles les travailleurs gardaient leur statut de salariés et auxquelles s'intégrèrent des fermiers et métayers qui optèrent ainsi pour un travail salarié. Parmi ces couches de travailleurs agricoles ayant une longue tradition de lutte, jamais il n'y eut une tendance à la division et à l'appropriation privée des terres. Dans quelques cas le système des UCP se combina avec des propriétés familiales.

De même, dans le Sud surgirent parfois des coopératives agricoles composées par des grands et des moyens fermiers; certaines cherchèrent immédiatement à employer de la main-d'œuvre salariée.

La gestion des UCP, de qualité très inégale, est assurée généralement par une coordination de Commissions de Travailleurs dont la coïncidence avec le syndicat est très étroite. Par ce biais, le PCP mit en place une gestion assez souvent bureaucratique. Le PCP conçut toujours la réforme agraire comme un outil dans la "bataille de la production" lancée au début 1975 et partant, il mit rapidement l'accent sur l'efficacité de la gestion. Ceci le conduisit à établir un réseau sélectif de soutien matériel et financier aux UCP qu'il contrôlait, à partir de son influence dans les grandes entreprises de la ceinture industrielle de Lisbonne et de la métallurgie du Sud. Il en découlera des tensions entre des UCP dominées par le PCP et des UCP sous influence de l'extrême-gauche, ou plus ou moins indépendantes.

De plus, pour les petits paysans de ces districts du Sud, la réforme agraire ne se concrétisa que sous la forme du passage des terres des latifundistes aux mains des travailleurs agricoles qui recevaient une aide relativement considérable. Ils se retrouvaient marginalisés. Ces petits paysans constituent une part encore significative de la population rurale dans ces régions : à Bêjá - en 1968 - 6.420 domaines sur 20.385 ne comportaient que de 1 à 4 hectares; à Sétubal, Evora, Santarem et Portalegre, les chiffres respectifs sont les suivants : 5.880 sur 17.325, 3.580 sur 11.414; 24.850 sur 55.526 et 5.525 sur 16.203. Le nombre de paysans disposant de 4 à 20 hectares est souvent proche ou identique. Dès lors, les tensions qui surgirent entre les UCP et ces couches de petits et de petits-moyens paysans pourront servir de base à des mobilisations contre la réforme agraire.

Cependant, de ce point de vue, la question décisive reste le manque de réponse aux problèmes des fermiers, métayers et petits paysans du Nord du Tage, qui forment la majorité de la population rurale du Portugal. Dans ces districts septentrionaux, les modalités d'une réforme agraire ne pouvaient qu'être différentes. A côté de mesures d'expropriation - par exemple, dans le district de Castelo Branco, où la concentration des propriétés est forte - c'est essentiellement par le biais du crédit, du moratoire des dettes, de la distribution et des prix garantis des produits, de l'allocation de matériel agricole et d'engrais, que pouvait être favorisée la mise en place de coopératives. Ceci aurait exigé un niveau d'initiative des travailleurs agricoles du Sud, des ouvriers industriels et des employés du secteur bancaire bien plus élevé. Or, le PCP privilégia presque exclusivement les régions du

Sud, tandis que le PS - influent dans le secteur bancaire - bloqua délibérément les mesures touchant au crédit. Pour les petits paysans du Nord, la réforme agraire ce fut l'augmentation des prix des engrais et des semences.

La CAP

Durant l'été 1975, les propriétaires terriens expropriés, en alliance avec des petits et moyens paysans ainsi qu'avec des petits et moyens capitalistes du secteur de la distribution, initièrent les premières contre-attaques coordonnées contre la réforme agraire. En septembre, octobre et novembre 1975, le thème central de leur campagne fut la lutte contre "les occupations sauvages" ! Le 25 novembre, le rassemblement de Rio Maior (à 80 km. au nord de Lisbonne) s'inscrit dans le cadre plus général de l'offensive de la droite et traduit l'instrumentalisation d'une partie de la petite-bourgeoisie traditionnelle par cette dernière. Dès le 14 décembre 1975, la CAP s'attaque directement à la loi de la réforme agraire, visant spécialement le décret sur les expropriations. Le ministre PS de l'agriculture, Lopes Cardoso, devient la cible préférée de la réaction. En février, après une menace de marche sur Lisbonne, la CAP obtient la reconnaissance officielle lors d'une rencontre avec Pinheiro de Azevedo et Lopes Cardoso. La réforme sera gelée au Sud ! Il faut attendre les présidentielles et le succès d'Eanes, construit par le PS, pour que les mobilisations de la CAP puissent effectivement trouver un premier débouché politique, et que sa pression force une inflexion réelle de la politique gouvernementale.

Défendre la réforme ?

Pour l'instant, l'initiative du 1er gouvernement constitutionnel n'a touché que 16.800 hectares, soit une centaine de terres occupées. Cela reste donc marginal et sert avant tout de



test pour l'application des mesures ultérieures.

A l'image d'une fraction de la bourgeoisie portugaise, le gouvernement PS ne souhaite pas une remise en question totale de la réforme agraire. Un retour à la situation antérieure où, d'une part, le déclin de la production

agricole était permanent depuis les années 60 et accentuait le déficit de la balance commerciale et, d'autre part, où 70 % du nombre total des exploitations agricoles ne possédait pas de relations d'échange significatives avec les autres secteurs de l'économie, n'est pas envisagé. Comme pour le secteur industriel, le programme gouvernemental de Soares vise avant tout à une relance d'un secteur capitaliste privé efficace et à une rentabilisation ainsi qu'à un contrôle étroit du secteur nationalisé. Ceci se traduit par le "droit de réserve", non encore officiellement délimité, en faveur des propriétaires fonciers expropriés; ces derniers touchant de fortes indemnités pourraient relancer un secteur agricole à haute composition de capital, possédant un effet dissolvant sur la réforme agraire. La définition du statut juridique des UCP doit permettre l'intégration de ces propriétés à la réorganisation du capitalisme portugais. Soares a déjà indiqué que ce statut juridique serait établi selon "des critères d'efficacité économique" et de "gestion démocratique", ce qui sous-entend une volonté de retirer au PCP sa base d'appui dans l'Alentejo et le Ribatejo. Cette "gestion démocratique" pourrait bien se concrétiser par la nomination d'administrateurs d'Etat chargés de veiller à "l'efficacité économique".

Alors la réforme agraire apparaîtrait clairement comme un moyen d'élargir le processus de prolétarianisation dans le Sud et de favoriser la rationalisation des structures capitalistes dans l'agriculture.

La réussite de l'opération restitution des terres "illégalement occupées" - jusqu'à maintenant aucun mouvement de résistance ni de soutien aux travailleurs agricoles ne s'est manifesté - constitue un premier pas dans la détérioration des rapports de forces. Ceci peut ouvrir la voie à la CAP dont l'objectif immédiat est d'éviter l'expropriation d'environ 500.000 hectares qui devraient être soumis à la loi de la réforme agraire; le but ultime de la droite reste l'abrogation des décrets passés en 1975. Le poids socio-politique du secteur agraire, la jonction entre l'agriculture, le commerce et l'industrie au Portugal impliquent l'impossibilité d'une nette désynchronisation entre la contre-offensive capitaliste dans le domaine agricole et son lancement dans l'industrie, les assurances, les banques et le commerce. En ce sens, une modification de l'équilibre des forces dans l'agriculture possède un impact général.

Or, au moment où les mesures de "désoccupation" fournissent des munitions à la droite, le ministre de l'agriculture, Cardoso, qui aime à poser comme le chef de file de la gauche du PS, affirme : "C'est ainsi que l'on retire des forces à la droite, dans l'exacte mesure où se manifeste le désir d'appliquer la loi et où sont corrigées des injustices qui lui fournissaient des arguments puissants" ("Diario de Lisboa",

27 septembre 1976). Au même titre que les décrets-loi avaient succédé aux occupations du printemps et de l'été 1975, les "désoccupations" de l'automne 1976 risquent de présager la non application de la loi et la rédaction d'une nouvelle série de décrets !

Des mesures négociées

L'argument de la défense de la "légalité démocratique" a conduit le PC à accepter la normalisation. En effet, la caractéristique centrale de l'initiative du gouvernement Soares fut d'être négociée au préalable avec la direction du PCP, au travers du syndicat des travailleurs agricoles. En échange des promesses d'application de la législation sur la réforme agraire, le PCP accepta la restitution des terres et dénonça comme manœuvres réactionnaires toute velléité de résistance.

Alors qu'une constante des mobilisations de 1975 fut la jonction entre les travailleurs de l'Alentejo et ceux de Sétubal, de la ceinture industrielle, etc., le PCP, en renonçant aussi bien à une riposte dans l'Alentejo et le Ribatejo qu'à toute mobilisation de soutien du prolétariat industriel, stimule l'isolement des secteurs frappés par la politique gouvernementale. Au moment où la tactique du gouvernement consiste à accentuer les divisions au niveau syndical comme à celui de l'organisation des petits paysans, la direction du PCP entérine la fragmentation désirée par le gouvernement PS pour mener à bien sa politique. Elle pave ainsi la voie pour le succès d'une attaque différenciée désorientant des secteurs significatifs de la classe ouvrière.

Or, la bataille de la réforme agraire intervient dans une conjoncture marquée par un certain reflux des luttes ouvrières et un attentisme, vu le manque d'alternatives politiques. Il est vrai que pour l'instant l'offensive du gouvernement reste encore marginale; elle a touché le secteur de l'enseignement et une partie des terres occupées. Le projet de paiement du 13ème mois en bons du trésor à la valeur aléatoire et non réalisable immédiatement concrétisera, pour la première fois aux yeux des masses, l'amputation directe par le gouvernement, et non seulement par l'inflation, de leur pouvoir d'achat. Ceci constituera une épreuve d'une autre ampleur pour Soares et révélera si l'expectative actuelle n'est qu'une pause avant les prochaines élections municipales, ou si elle inaugure au contraire une dé-moralisation plus profonde, dont les résultats électoraux du 12 décembre seraient le premier indice.

29 septembre 1976

Dans un prochain article, nous reviendrons en détail sur la signification politique de ces élections et sur la préparation du Congrès syndical.

LES RAISONS DE LA CHUTE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

SUEDE

Tom GUSTAFSSON & G.I. JOHNSON

Après quarante-quatre ans de règne social-démocrate, la Suède est à présent dotée d'un gouvernement ouvertement bourgeois. Le moment est donc historique. D'aucuns présentent d'ores et déjà le 19 septembre comme une des journées les plus sombres de l'histoire du mouvement ouvrier. Si cela s'avérait juste, le jugement porté sur les quarante-quatre ans de gouvernement social-démocrate n'en serait que plus sévère. Comment est-il possible, en effet, que les sociaux-démocrates n'aient pas assuré au "socialisme démocratique" un soutien plus massif ? Comment est-il possible qu'après ces quarante-quatre ans, ce soient les parüs bourgeois qui aient gagné de tels appuis dans la jeunesse, parmi les travailleurs et les cols blancs ?

A quelques exceptions près, les commentateurs sociaux-démocrates tentent de mettre la défaite sur le compte de plusieurs phénomènes de nature objective : "Nous avons été vaincus par un vent de droite". Combien de fois n'avons-nous pas entendu ce refrain ! Mais pourquoi ce vent de droite, et pourquoi ce changement de direction ? "Le bien-être relatif de la vie urbaine a favorisé l'individualisme et atténué le sentiment de solidarité". "La bourgeoisie domine les mass media". Des incidents sans rapports les uns avec les autres ont été amalgamés au cours du débat public, de façon à porter préjudice à la social-démocratie. "Le train électoral de la social-démocratie avait pris du retard sur l'horaire. Avec une semaine de plus, nous aurions réussi à l'emporter".

Voilà donc quelques-unes des explications fournies par les éditorialistes du Parti social-démocrate (PSD) ces dernières semaines. Il existe, bien sûr, une base objective à cette défaite; mais elle doit être recherchée ailleurs; cette base objective n'explique pas tout. On doit se demander également quel rôle a joué le facteur subjectif - à savoir la politique de la social-démocratie et son rapport à la réalité.

En fait, le facteur subjectif a joué un rôle décisif. La chute de la social-démocratie est due, dans une large mesure, à ses propres er-

reurs. Ce sont les quarante-quatre ans de gouvernement social-démocrate qui sont à la base de la défaite. L' "économie mixte" sous laquelle une forte proportion d'électeurs suédois a grandi (ceux de moins de 50 ans ne connurent jamais de gouvernement dirigé par des partis bourgeois) n'est pas parvenue à répondre aux aspirations de la jeunesse. La politique de la social-démocratie en matière d'éducation a, en fait, favorisé les enfants des classes supérieures, réduisant par là la possibilité de constituer un mouvement ouvrier uni et fort. La politique de la social-démocratie en matière de mass media n'est pas parvenue à contrer efficacement l'assimilation passive des canons généraux de l'idéologie bourgeoise. Le système politique autoritaire en vigueur sur les lieux de travail, dans les écoles et à l'armée a affaibli la position du mouvement ouvrier. Les sociaux-démocrates n'ont rien fait pour contrer la commercialisation croissante de la culture. Tout cela a eu pour résultat un déclin général de l'enthousiasme des masses envers le PSD. Les partis bourgeois ont pu tirer profit du mécontentement exprimé au sujet d'une série de problèmes plus spécifiques et provoquer un faible glissement des voix en leur faveur, suffisant pour évincer le gouvernement social-démocrate.

Quoi que puissent dire les dirigeants sociaux-démocrates, sur la "revitalisation" du parti au cours de la campagne électorale, il demeure que le mouvement ouvrier traverse une mauvaise passe. L'appareil du PSD et le mouvement syndical sous direction social-démocrate sont bureaucratisés; dirigés verticalement, du haut vers le bas, d'orientation pro-capitaliste, ils se sont consacrés à la défense de la société actuelle. La responsabilité essentielle de la défaite électorale est celle du PSD et de la social-démocratie en général.

Il est temps de se préparer à intervenir dans le débat sur les perspectives, qui se déroulera au sein du parti, de son organisation de jeunesse et des syndicats. Il s'agit de présenter un plan de restructuration et de démocratisation

du mouvement ouvrier. Si une telle discussion et un tel plan avaient vu le jour plus tôt, les résultats électoraux auraient été différents. La campagne sans dynamisme menée par la social-démocratie aurait pu être différente. La démagogie anti-socialiste de la bourgeoisie aurait pu être dénoncée et son influence limitée. Rien dans les commentaires des dirigeants du parti et des syndicats sociaux-démocrates n'indiquent qu'ils soient prêts à ouvrir le débat de fond et traumatisant qui s'impose. La véritable question est de savoir de quelle manière ce débat prendra forme à la base, surtout dans les syndicats; et comment la direction tentera d'y répondre. En fait, certains signes montrent déjà que des courants au sein des syndicats ne sont pas prêts à prendre pour argent comptant les explications purement "objectivistes" de la défaite.

Des voix critiques se font entendre

"Afonbladet" (le quotidien syndical du soir) titrait ainsi son premier éditorial, après les élections : "La défaite électorale déclenchera un processus de réflexion dans la social-démocratie". Il reste à voir si ce sera le cas. Il est clair dès à présent que la direction du parti devra admettre l'ouverture d'un débat sur son orientation. Ce débat créera d'emblée des tensions entre les fonctionnaires de l'appareil du parti et de celui de l'Etat d'une part, et les individus ou groupes au sein ou en liaison avec la bureaucratie syndicale (dont le rapport au parti est plus passif) d'autre part. Voici ce qu' "Afonbladet" disait des résultats électoraux : "Le pouvoir de la bourgeoisie va maintenant croître dans des proportions considérables; les pouvoirs politique et économique sont actuellement en voie de fusion. La social-démocratie doit lutter contre ce bloc au pouvoir tout en effectuant une réévaluation nécessaire en son propre sein. Il est nécessaire pour le parti - et c'est là que son retour dans l'opposition peut avoir des effets bénéfiques - de recommencer à jouer son rôle de critique social, comme ce fut le cas durant les grandes campagnes sur l'égalité (1). Le 'socialisme démocratique' a été présenté plus comme une idéologie de bien-être que comme une idéologie dont le but est de libérer les salariés de leur dépendance du capitalisme. La social-démocratie n'aura pas la tâche facile comme parti d'opposition. Sa structure organisationnelle n'est pas adaptée à cette fonction. C'est dans le secteur gouvernemental bien plus que dans la direction du parti que se trouvait la source du pouvoir".

Deux des principaux journalistes d' "Afonbladet", Olle Svenning et Macke Nilsson sont allés encore plus loin. Svenning écrivait que "le parti ne s'est pas démarqué des autres partis et a combattu les partis du 'centre bourgeois' en se disant être le meilleur réformateur de la société actuelle, au lieu de tenter de changer la société". Et Nilsson d'ajouter que

"la défaite électorale ne peut s'expliquer par les scandales révélés au printemps. La raison est plus profonde - il s'agit de l'adaptation du parti à la société en place. Des tensions existaient entre le parti et les syndicats, parce que le parti demeurait passif sur des questions concernant la démocratie économique et le socialisme démocratique. Les syndicats s'irritaient des compromis rendus nécessaires par l'équilibre moitié/moitié qui existait au Parlement et contre les compromis concédés aux partis bourgeois en matière de politique économique. Il serait plus exact de dire que l'irritation provenait du fait que ces compromis se trouvaient parfois élevés au rang d'idéologie du parti".

Il y a beaucoup à prendre dans ces observations, bien qu'elles ne soulèvent pas les problèmes fondamentaux qui devront être posés pour battre en brèche la politique de collaboration de classe et la puissance de la bureaucratie au sein du mouvement ouvrier.



- Un parti ouvrier peut-il gagner une base stable dans la majorité de la population en acceptant le système politique et le fonctionnement parlementaire actuels ?
- Un parti dont la politique envers l'Etat capitaliste et les entreprises capitalistes est réformiste peut-il éviter l'embourgeoisement qui découle inévitablement des tâches administratives ?
- Quels sont les rapports entre la politique du parti et sa structure bureaucratique ? Les idées radicales pourront-elles jamais croître dans ce contexte ?
- Comment le parti et le mouvement syndical

changeront-ils leur cours politique afin d'ouvrir la voie à la société sans classes et non capitaliste dont certains sociaux-démocrates parlent dans les circonstances actuelles ?

Des questions de ce type n'ont été posées ni par l'aile "droite" ni par l'aile "gauche" de la social-démocratie ! Elles doivent cependant être posées - et résolues - par tous ceux qui veulent tirer les véritables conclusions de la défaite électorale !

Les partis bourgeois peuvent-ils gouverner ?

Les commentaires sur les élections dans la presse bourgeoise furent remarquablement prudents. "Dagens Nyheter" (le plus important quotidien libéral) écrivait : "Il est compréhensible que de nombreuses personnes plaçant leurs espoirs dans le nouveau gouvernement. La nature-même de ces espoirs leur donne toujours un caractère exagéré, qui peut aisément tourner à la déception s'ils n'ont pas une base réaliste dès le départ. Le changement de gouvernement n'amènera certainement pas de changements radicaux, mais il permettra peut-être de rendre un bon pays, meilleur par certains aspects importants". L'optimisme prudent est évident. Il provient de ce que la bourgeoisie œuvrait à une victoire sur les partis travaillistes depuis quarante ans. Il reste

	1970	1973	1976
Parti conservateur	11,5 %	14,3 %	15,6 %
Parti du centre	19,9	25,1	24,1
Parti libéral	16,2	9,4	11,0
Social-démocratie	45,4	43,6	42,9
Parti communiste	4,8	5,3	4,7
Taux de participation	88,1	90,8	90,1

prudent tant il est clair que les vrais problèmes vont commencer à se poser pour les partis bourgeois. L'optimisme est plus grand dans l'aile droite de la bourgeoisie, mais même là, la prudence tempère nombre de commentaires, surtout en ce qui concerne la politique énergétique du Parti du Centre, parti bourgeois le plus important (le Parti du Centre a mené sa campagne électorale sur la question de l'environnement, en s'opposant à l'implantation de centrales nucléaires). Au lendemain des élections, le journal conservateur "Svenska Dagbladet" notait que "le gouvernement qui succéderait à Palme ne devait pas compter sur un lit de roses. Beaucoup de questions doivent être éclaircies, en particulier celle de la politique énergétique".

Il n'est pas douteux que cela sera difficile. Ceci dit, rien n'interdit vraiment aux trois partis bourgeois de se mettre d'accord sur un

programme gouvernemental. Ce sera un programme de compromis; néanmoins, il sera suffisant pour permettre la formation d'un gouvernement tripartite. Mais rien ne garantit non plus que ce gouvernement durera longtemps. Un social-démocrate allemand lui donnait, à la télévision suédoise, un maximum d'un an. C'est probablement faire preuve de trop d'optimisme, mais on peut penser que ce gouvernement sera politiquement faible, et que l'unité entre les trois partis sera d'emblée fragile. Sur certaines questions, l'intérêt de parti prévaudra sur l'intérêt gouvernemental, et il n'est pas certain que le gouvernement puisse aller jusqu'au terme de son mandat. Des porte-parole de grandes et moyennes entreprises ont déjà soulevé les problèmes suivants :

- Les partis bourgeois auront plus de difficultés que les sociaux-démocrates à mettre en avant une politique anti-ouvrière et pro-patronale. Leur marge de manoeuvre est plus étroite. Ils doivent tenir compte des perspectives économiques à court et moyen terme, qui s'annoncent ternes. Ils doivent aussi tenir compte de la nature de leurs relations avec la bureaucratie syndicale et de celles de cette dernière avec sa base.
- Ils n'ont pas d'expérience gouvernementale.
- Ils devront faire face à une opposition social-démocrate beaucoup plus dangereuse que ne le fut jamais la leur, une opposition qui a déjà promis d'avance des "contre-propositions constructives" dans tous les domaines.
- Les trois partis bourgeois devront être à même d'élaborer des compromis sur toutes les questions qui les divisent, et devront simultanément éviter de perdre pour autant leur influence sur d'importants groupes d'électeurs qui ont pris au sérieux leurs promesses électorales.
- Ils devront tenir compte de fortes pressions venant des milieux réactionnaires, de petits patrons qui attendent d'un gouvernement bourgeois au pouvoir de grands changements. Cette question sera particulièrement délicate. Ou bien le gouvernement esquivera leurs demandes concernant de nouvelles libertés pour le capital, ou bien les partis bourgeois détruiront l'image qu'ils ont donnée durant la campagne électorale : celle de défenseurs d'une politique de larges réformes populaires.

Les tensions entre les trois partis seront particulièrement exacerbées par le problème des rapports entre le nouveau gouvernement et le mouvement ouvrier.

La social-démocratie dans l'opposition

La social-démocratie a encaissé de façon assez remarquable sa défaite électorale. Palme a su donner le ton durant la première interview télévisée qu'il a accordée, la nuit même des

élections, en déclarant : "Nous sommes restés et nous restons unis autour de notre programme. Nous représentons les groupes sociaux sur lesquels nous nous appuyons. Nous allons promouvoir, dans l'opposition, une politique offensive". La direction a rapidement pris des mesures pour réorganiser son appareil en fonction de la nouvelle situation. De nouveaux groupes de travail, de nouvelles méthodes de recrutement sont proposés; et l'on parle même de constituer un nouveau "fonds de lutte". La direction du parti n'a certes fait preuve d'aucun



ne velléité de tirer les vraies conclusions politiques de la défaite. Mais elle a, en contrepartie, décidé de mesures organisationnelles rigoureuses pour limiter, au sein du parti, l'effet de choc de la défaite. La social-démocratie a déjà commencé à se réorganiser en vue des élections de 1979 !

L'un des aspects de la politique à venir du PSD sera d'accorder un rôle plus actif à la bureaucratie syndicale social-démocrate. Lars Westerberg, vice-président de la LO (Lands-Organisationen - Fédération Syndicale), déclarait le lendemain des élections : "La LO est une organisation de combat et nous devons

avant tout prendre en compte les intérêts de nos membres". Le même Westerberg déclarait pourtant, il y a 6 mois, que la LO devrait être très prudente lors des négociations salariales nationales. Plusieurs dirigeants de sections syndicales ont déjà déclaré que les prochaines négociations salariales risquent d'être durement menées, et que leurs exigences en matière de salaire seraient importantes. Ce n'est pas par hasard que nombre de dirigeants du PSD et des syndicats disent la même chose au même moment. Mais qu'est-ce que cela signifie ?

L'une des raisons qui pousse la social-démocratie à agir de façon si rapide, si agressive, est sa volonté de rassembler le mouvement, traumatisé par la défaite, de lui redonner courage et de montrer qu'elle n'a pas abandonné la lutte. Mais il y a plus que du vent dans ces déclarations. Dans la situation présente, les dirigeants syndicaux seront amenés à être plus combattifs et moins enclins à contenir les luttes. Et ce, pour deux raisons. D'abord, la direction de la LO ne pourra plus prendre pour prétexte, en vue de modérer les revendications, la nécessité de maintenir des liens étroits avec un "gouvernement des salariés", dont la politique serait favorable aux travailleurs, à long terme. La pression de la base augmentera donc. Deuxièmement, la bureaucratie syndicale souhaite créer des difficultés au gouvernement afin de démontrer son incapacité à diriger les affaires du pays.

Tel sera le rôle du mouvement syndical, tandis que le groupe parlementaire social-démocrate bombardera le gouvernement de "propositions constructives" visant à briser le bloc des partis bourgeois en amenant le Parti Libéral du Peuple à s'opposer au Parti Conservateur. La politique fiscale, l'orientation économique, et la politique en matière de famille seront au cœur de cette tactique.

L'objectif d'ensemble poursuivi par la social-démocratie reste clairement limité. Que la LO prenne une attitude plus militante ne signifie pas que la collaboration de classe va être abandonnée. L'objectif est de montrer qu'une politique de collaboration de classe est impossible sans un gouvernement social-démocrate. La bureaucratie syndicale va tenter de faire apparaître le nouveau gouvernement, comme responsable, à cause de son opposition aux revendications ouvrières, de l'impossibilité pratique d'une politique de collaboration de classe.

La défaite de la social-démocratie et le fait que le parti social-démocrate ne soit plus directement responsable de la gestion de la société capitaliste ouvrent plusieurs perspectives nouvelles pour les révolutionnaires. L'atmosphère changée qui va inévitablement régner à l'intérieur des syndicats doit être utilisée pour ancrer une politique crédible de

lutte de classe . Le dialogue doit s'ouvrir avec l'aile gauche de la social-démocratie et les militants syndicaux qui cherchent les véritables raisons de la défaite, ainsi qu'une politique de rechange. Pour les marxistes-révolutionnaires, saisir ces nouvelles occasions signifie axer le tir sur trois questions centrales dans la période qui s'ouvre :

- Les négociations nationales sur les salaires, pour lesquelles le changement de gouvernement offre des possibilités accrues de luttes, quelle que soit la réalité que sous-tendent les déclarations plus ou moins radicales des bureaucrates syndicaux.

- La lutte contre l'implantation de centrales nucléaires, à la fois comme question spécifique et comme occasion de développer plus largement une propagande contre le gaspillage capitaliste des ressources et pour la nécessité d'un renversement des objectifs économiques, pour une économie planifiée sous la direction de la classe ouvrière.

- Les questions de la solidarité internationale sont l'un des champs où la social-démocratie est faible, et qui ont mobilisé un grand nombre de gens et continueront de le faire. d'autant plus vu l'approfondissement des luttes de classes en Europe du Sud.

Le recul du PC

Les élections ont également été un recul pour le Parti Communiste. Il a reculé en termes absolus et relatifs (de 5,3 % à 4,6 %). Il y aura sûrement un débat au sein du PC qui aura une grande importance pour le développement futur du parti. Les tensions et contradictions internes au parti sont d'ores et déjà trop importantes pour permettre à la direction de faire semblant d'ignorer les résultats des élections. Ces contradictions vont maintenant revenir au premier plan. Plusieurs explications, contradictoires, vont sans aucun doute être proposées pour expliquer ce recul. Une chose est certaine : pour que ce débat fasse plus qu'égratigner la surface, il devra aborder les problèmes les plus fondamentaux de la politique du Parti.

Le PC essaie de jouer deux rôles : apparaître à la fois comme un respectable parti parlementaire et comme l'interprète des luttes extra-parlementaires. La vérité est qu'il ne joue ni l'un ni l'autre. Son rôle au Parlement est maintenant plus marginal que jamais. La bourgeoisie ne le considère pas suffisamment digne de confiance, et les sociaux-démocrates ne le considèrent pas comme un partenaire nécessaire. Mais en même temps, le PC ne fonctionne pas comme véritable tribune des luttes de masse, comme expression organisée de la lutte anticapitaliste de la société.

Le PC a largement fondé sa stratégie sur un accroissement de sa représentation parlemen-

taire et espère un "front socialiste" plus fort, avec une social-démocratie en voie de radicalisation. Mais cette perspective est un non-sens pur et simple. Le PC n'a jamais été capable d'expliquer comment arriver au socialisme par la voie parlementaire. Il n'a jamais non plus montré comment ceux qui soutiennent la social-démocratie aujourd'hui peuvent être gagnés à une "stratégie socialiste". Le PC essaie de se différencier des bureaucraties de l'Europe de l'Est et de défendre une "voie suédoise au socialisme". Mais, en fait, il n'a réussi ni à l'un ni à l'autre. Quelques-unes de ces questions vont surgir dans le PC, d'une manière directe ou indirecte. C'est là un débat auquel nous, marxistes-révolutionnaires, devons être préparés à participer.

La campagne de la KAF

C'est dans le but de répondre aux problèmes de la lutte sur les futures négociations salariales, la politique nucléaire, les mobilisations de solidarité internationale, et beaucoup d'autres questions, que la Kommunistiska Arbetarförbundet (Ligue communiste des travailleurs - section suédoise de la IVème Internationale) a participé aux élections. Nos moyens sont faibles en comparaison de ceux des partis qui ont fait de belles promesses. La KAF a obtenu 2.769 voix. Bien que mince, ce chiffre a dépassé nos prévisions. On peut dire que chacune de ces voix reflète réellement le choix conscient d'une politique marxiste-révolutionnaire. Pour obtenir un siège au Parlement, il faut au minimum 4 % des voix ; ceux qui ont voté pour les petits partis savaient que leur vote ne compterait pas dans ce sens. C'est pourquoi le résultat de la campagne ne se résume pas au score électoral, car le plus important, c'est le contact noué avec des milliers de travailleurs et d'étudiants dans tout le pays. Ce contact commence. Il devra être développé et transformé en politique concrète.

Nous avons une analyse très sérieuse de la situation : nous prévoyons une montée de l'offensive bourgeoise contre le mouvement ouvrier. Même si la situation politique actuelle ne permet pas immédiatement des mesures drastiques contre la classe ouvrière, la victoire bourgeoise aux élections montre à quel point le mouvement ouvrier suédois est mal armé face à de futures attaques de la bourgeoisie. C'est pourquoi, le mot d'ordre principal de la KAF durant la campagne électorale reste toujours d'actualité : "Pour un mouvement ouvrier démocratique et combatif !"

30 septembre 1976

NOTE :

1) Par exemple : la création en 1958 d'un fonds général de retraites ou la réforme scolaire du début des années 60 (qui aboutit à la nationalisation quasi totale de l'enseignement).

MAO DANS LA REVOLUTION CHINOISE

CHINE

S. S. WU

L'article qui suit est une contribution au débat du mouvement révolutionnaire mondial sur la signification historique et le rôle de Mao Tsé-toung et du maoïsme. Il a été écrit par S. S. Wu, camarade marxiste-révolutionnaire de Hong-Kong, qui est aussi l'auteur de "La crise politique chinoise" publié dans les numéros 55 et 56 d' "Inprecor". Cet article sera présenté en deux parties. La partie ci-dessous a trait au rôle de Mao dans la victoire de la troisième révolution chinoise, dont l'apogée fut la prise du pouvoir par le PCC en 1949. La deuxième partie traitera de la conception, développée par Mao, de la construction du socialisme et de la Révolution Culturelle des années 60. Il comprendra également une évaluation de la fin de l'ère de Mao. Les citations de cet article sont des traductions de l'auteur des textes en chinois des oeuvres choisies de Mao Tsé-toung et du recueil de 1969 intitulé "Vive la pensée de Mao Tsé-toung".



Dans son ouvrage "Le rôle de l'individu dans l'histoire" Plekhanov écrit : " La grandeur d'un personnage historique ne réside pas dans le caractère particulier que pourrait prendre un événement historique sous l'influence des traits propres à ce personnage, mais dans la possession de traits particuliers lui permettant de satisfaire au mieux les besoins de la société et de l'époque dans lesquelles il vit".

Mao Tsé-toung représente précisément ce type de grand personnage historique, car c'est sous sa direction que le PCC a défait le Kuomintang, a repoussé l'impérialisme hors de Chine, a éliminé les restes du féodalisme, complétant ainsi les tâches de la révolution bourgeoise. C'est aussi sous sa direction que le processus de collectivisation de l'agriculture et de socialisation de l'industrie a vu le jour. Cependant, c'est précisément lorsque Mao a tenté "d'infléchir de manière particulière un grand événement historique" et a voulu "arrêter et changer le cours naturel de l'histoire" (selon les termes employés par Plekhanov), que la "grandeur" de son personnage se dilua dans une évolution sociale et historique anonyme. En 1949, lors de l'appel lancé par Mao, des milliers voire des millions de gens

étaient prêts à le suivre et même à risquer leur vie pour y répondre. En 1976 cependant, l'appel des "anti-droitières" dirigés par Mao trouva sa conclusion dans la manifestation de la place Tien An Men. Lors de sa mort, le 9 septembre 1976, le personnage historique de Mao Tsé-toung avait depuis longtemps cessé d'exister. Le Mao qui avait accompagné et guidé les grands bouleversements sociaux et politiques n'existait plus que pour l'Histoire et la mort de Mao a ouvert la perspective d'un autre bouleversement historique.

I. LES CAUSES DE LA VICTOIRE

Le PCC prit le pouvoir en 1949 sous la direction de Mao Tsé-toung. Cette victoire de la troisième révolution chinoise prit non seulement Staline par surprise, mais étonna aussi les trotskystes chinois. A quoi était due cette victoire ? L'une des explications qui fut avancée au sein du mouvement trotskyste était qu'il s'agissait du résultat d'un concours de circonstances ne dépendant en rien de l'action de Mao Tsé-toung. Il est certain que de tels facteurs jouent toujours un rôle dans l'histoire. Cependant, tenter d'expliquer un événement de l'ampleur de la victoire de la révolution chinoise en partant exclusivement ou même essentiellement d'une explication conjoncturelle, minimise inévitablement, et à la limite nie l'existence de la dynamique sociale à l'œuvre derrière le fait accidentel superficiel et des forces subjectives qui dirigèrent et canalisèrent cette dynamique. La manière adéquate de formuler la question est la suivante : quelle politique suivie par le PCC lui a permis de centraliser et d'accumuler les gigantesques forces sociales en jeu, de gagner le soutien du prolétariat et de la paysannerie, puis d'obtenir une victoire sociale, politique et militaire ?

La dynamique révolutionnaire dans les campagnes

En appliquant la politique stalinienne du "bloc des quatre classes", le PCC abandonna au Kuomintang tous les gains de la deuxième ré-

volution chinoise des années 20, acquis au prix du sang des travailleurs et des paysans. Une fois ces acquis usurpés, le Kuomintang se retourna violemment contre le PCC. Le coup organisé par Tchang Kai-chek à Shangai, le 12 avril 1927, brisa la classe ouvrière de cette ville, épine dorsale du prolétariat chinois, sacrifiée sur l'autel de la ligne opportuniste de l'Internationale Communiste, alors déjà bien engagée dans la voie de la stalinisation. La vague réactionnaire déferla rapidement à travers les principales villes chinoises. Partout les travailleurs furent traqués, arrêtés et massacrés. Le mouvement ouvrier fut brisé et la deuxième révolution chinoise écrasée.

La forte concentration de la classe ouvrière urbaine est un des facteurs de la force du prolétariat. C'est cependant ce même facteur qui explique le déclin rapide du mouvement ouvrier, pendant les périodes de réaction. D'autre part, la dispersion de la paysannerie constitue une de ses faiblesses décisives tant sur le plan social que politique. Mais c'est ce même facteur qui permet au mouvement paysan de main-



tenir une certaine continuité même en période de déclin. C'est ce trait du mouvement paysan, combiné à l'incapacité du Kuomintang d'unifier le pays en 1927 (où se maintient le pouvoir des seigneurs de guerre locaux), qui permit aux échos de la deuxième révolution chinoise de continuer à résonner dans les campagnes, même après l'écrasement du mouvement ouvrier urbain, et alors que la tendance générale était au déclin et à la contre-révolution. Le contrecoup de la deuxième révolution chinoise dans les campagnes permit d'assurer la continuité entre elle et la troisième révolution chinoise. Et c'est Mao Tsé-toung plus que quiconque qui maintint ce lien et cette continuité.

Au début de 1927, après une enquête d'un mois sur la situation de la paysannerie dans la province de Hunan, Mao écrivit : "La révolution nationale requiert un grand changement dans les campagnes. La révolution de 1911 n'apporta pas ce changement d'où son échec. Ce changement se déroule à présent et il est un facteur important pour la réussite de la révolution". En soi, bien sûr, cette conclusion n'a rien d'extraordinaire. Lénine et Trotsky avaient abondamment écrit au sujet de l'im-

portance d'une alliance entre ouvriers et paysans et Trotsky, en particulier, avait mis l'accent sur le caractère central de la réforme agraire dans le processus de révolution permanente. Pour le PCC des années 20 cependant, cette conclusion de Mao était significative, car elle exprimait la redécouverte d'une vérité oubliée. Deux raisons principales peuvent l'expliquer. D'abord, afin de maintenir son alliance avec le Kuomintang pendant la période de 1925-1927, le PCC avait limité le développement du mouvement paysan, et en particulier du mouvement paysan armé. Il en découle que la majorité de la direction du PCC considéra que Mao proposait de soutenir les émeutes paysannes. Ensuite, et plus important encore, les membres du jeune PCC considéraient généralement, consciemment ou pas, que la Révolution d'Octobre était le seul modèle de révolution valable. En partant de la compréhension correcte que le prolétariat est la classe motrice dans une alliance entre ouvriers et paysans, ils en tiraient pour conclusion stratégique que la prise du pouvoir se déroulerait d'abord dans les villes, à travers les insurrections ouvrières, condition préalable au développement de la révolution à travers les campagnes. Il existait donc une forte tendance à mettre l'accent sur le travail dans les villes, à un point tel que le mouvement paysan s'en trouvait négligé ou même ignoré. Cette conception mécaniste était partagée par la direction centrale du PCC (qui rejeta la proposition de Mao de "pousser le Parti à formuler une nouvelle politique envers le mouvement paysan") et par les trotskystes chinois.

En octobre 1927, Mao rassembla ce qui restait de l'armée vaincue après "l'insurrection de la moisson d'automne" et établit une base révolutionnaire à Chiang Kang Shan. A partir de ce moment, le principal champ d'activité de Mao se situa dans les campagnes. Malgré une politique opportuniste à plusieurs égards, le PCC, sous la direction du groupe de Mao Tsé-toung, parvint à gagner le soutien des paysans pauvres et moyens inférieurs, grâce à la politique de réforme agraire du Parti. Alors que cette gigantesque force n'avait pas de rôle politique indépendant, elle allait devenir, sous la direction du PCC, le facteur social décisif de la troisième révolution chinoise.

La stratégie d'ensemble de Mao pour la révolution envisageait l'encercllement des villes par la campagne et le déclenchement d'une guerre révolutionnaire menée par une armée paysanne, afin de prendre le pouvoir. Cette stratégie représentait l'apogée de la pratique empirique de Mao. D'où venait la force de l'Armée Rouge ? C'est là que se trouve la clé qui permet d'expliquer la victoire.

Dans son ouvrage "Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine", Mao fait remarquer que "l'Armée Rouge actuelle... est une scission de l'Armée Révolutionnaire Nationale qui

reçut une formation politique démocratique et passa sous l'influence des masses d'ouvriers et de paysans". L'existence de ce noyau d'Armée Rouge prolétarisé fut un facteur important dans la capacité du PCC de résister à l'arriération ambiante du milieu paysan, quand il entama la construction d'une armée paysanne. Pour mobiliser les paysans et maintenir l'Armée Rouge, le PCC devait consolider des bases révolutionnaires. Ceci était possible en raison "des différents modes d'exploitation économique locaux (l'économie chinoise n'étant pas une économie capitaliste unifiée) et des différences entre les régions dominées par l'impérialisme. Les conflits répétés et les guerres opposant divers régimes blancs permirent d'établir le régime rouge parmi les régimes blancs à l'échelle d'une ou de plusieurs petites localités... Pour autant que nous soyons convaincus que les conflits et les guerres entre les régimes blancs continueront, la naissance, l'existence et le développement des régimes rouges ne sont pas à mettre en doute".

Mais Mao n'avait pas perdu de vue la perspective à long terme : "Le fait de savoir si un régime soviétique d'ouvriers, de paysans et de soldats parviendra à exister à long terme est déterminé par le développement de la situation révolutionnaire dans l'ensemble du pays. Si ce développement a lieu, alors le régime rouge des petites localités peut exister à long terme. Et il sera l'une des forces qui contribueront à la prise du pouvoir dans l'ensemble du pays. Dans le cas contraire, et si la situation révolutionnaire stagne pendant une période relativement longue comme, par exemple, la période 1905-1917 en Russie, alors les régimes rouges ne pourront pas survivre à long terme".

La dernière raison donnée par Mao pour expliquer l'existence des régimes rouges dans les campagnes était "la force du PCC et la justesse de sa politique". Il n'expliquait pas concrètement ce qu'il entendait par là. Cependant, quiconque examine de manière objective ce problème doit admettre que la question clé était l'application de la réforme agraire. La politique agraire du PCC changea à de nombreuses reprises, oscillant de gauche à droite, et inversement. Mais jamais le PCC ne cessa de confisquer les terres des paysans riches. De même, le PCC n'interrompit jamais l'application de la réforme agraire. Le contenu essentiel de cette politique était la confiscation des terres des propriétaires fonciers et leur distribution aux paysans pauvres et aux ouvriers agricoles. La politique définie par rapport aux paysans riches et moyens changea de temps à autre, mais la ligne fondamentale demeura la perspective de gagner la majorité de la paysannerie moyenne et d'interdire le développement de la paysannerie riche.

Quels furent les effets de la réforme agraire dans les campagnes, dans les endroits où la grande majorité de la population était composée de paysans pauvres et moyens ? On peut

citer ici l'opinion d'un historien du Kuomintang : "Après la distribution des terres, le PCC fit de son mieux pour mobiliser la force de travail de toute la campagne environnante, les vieux et les jeunes, les femmes et les enfants, afin d'assurer la production. Les paysans étaient heureux de recevoir des terres. C'est ainsi qu'inconsciemment tous les ouvriers agricoles se retrouvaient sous le contrôle du PCC. Non seulement les paysans assuraient la production, mais ils s'engageaient dans l'Armée Rouge en période d'insurrection... Tous les objectifs de la politique du PCC se trouvaient alors réalisés. La révolution agraire devint ainsi l'appât et le piège des paysans". (Wang Ji-men, "History of the Chinese Communist Party", Hong Kong 1974).

Une description plus positive de ce processus peut se résumer de la manière suivante : à cette époque, la réforme agraire profitait aux petits paysans, aux paysans moyens et aux ouvriers agricoles, les libérant du joug de l'ancienne société. Les paysans, en contrepartie, acceptèrent la direction du PCC en suivant sa politique. La fonction du pouvoir soviétique consistait donc, au niveau économique, à appliquer la réforme agraire et au niveau politique, à gagner la paysannerie et centraliser militairement les forces révolutionnaires des paysans pauvres et des ouvriers agricoles.

C'est là que la stratégie de Mao d'encercler des villes par les campagnes puisait sa force. Sans réforme agraire il aurait été impossible de concentrer la force des paysans dans le pays entier.

L'encercler des villes par les campagnes était une nouvelle stratégie révolutionnaire, après la Révolution d'Octobre. La base de cette stratégie était la suivante : du fait du développement inégal du mouvement ouvrier dans les villes et du mouvement paysan dans les campagnes (et pour autant qu'il n'abandonne pas son indépendance politique), le PCC était à même d'établir les bases révolutionnaires dans les campagnes d'abord, d'appliquer la réforme agraire, de consolider son rôle dirigeant parmi les paysans pauvres, d'armer la paysannerie et ensuite d'utiliser la force sociale décisive de cette dernière afin de prendre le pouvoir d'Etat. Cette stratégie était viable en dépit du fait que deux dangers permanents la guettaient : d'abord, le PCC risquait de voir se rompre le lien qu'il conservait avec la classe ouvrière, ensuite, il risquait de subir un processus d'érosion et d'adaptation à la conscience arriérée de la paysannerie. Tant que le PCC était à même de résister à ces deux dangers, la stratégie de Mao demeurait praticable. Indépendamment de la manière dont Mao formula sa ligne, l'application réussie de cette dernière démontre que le PCC fut à même de résister à ces deux dangers dans la réalité des faits, et le crédit de cette réussite doit revenir principalement à la direction maoïste.

Staline et Mao

Il importe de noter un autre facteur important dans la victoire de la troisième révolution chinoise : Mao ne suivit pas la politique prônée par Staline sur deux points essentiels. Le caractère de la deuxième alliance entre le PCC et le Kuomintang (au cours de la seconde guerre mondiale) et la politique à suivre par le PCC après la guerre.

En juillet 1935, lors du 7^{ème} Congrès de la Troisième Internationale, Staline mit officiellement fin à son orientation ultra-gauche de la "troisième période" et effectua le virage à droite vers la politique des fronts populaires. Les résultats furent désastreux pour la quasi-totalité des partis communistes qui acceptèrent et appliquèrent cette politique. Le PCC cependant, non seulement échappa au désastre, mais fut finalement victorieux. Pourquoi ?

Sous la direction de Mao, le PCC parvint à maintenir l'indépendance de ses propres forces armées et appliqua cette consigne de Mao : "Le Parti Communiste devrait toujours avoir recours à sa propre orientation positive, rigoureuse, correcte, anti-japonaise, anti-traître, et à l'action qui en découle, afin de gagner l'hégémonie au sein du front anti-japonais". Pendant la période où il maintint sa politique de front avec le Kuomintang, pendant la guerre sino-japonaise, le PCC ne recula pas devant la formulation de slogans tels que "Vive Tchong Kai-chek". Mao Tsé-toung fit cependant observer en même temps que "bien que la bourgeoisie puisse se joindre à la lutte anti-féodale et anti-impérialiste en certaines circonstances historiques, elle devra, du fait de ses propres faiblesses économiques et dans un autre contexte historique, osciller et trahir cette lutte. L'histoire chinoise a déjà démontré cette loi. L'histoire a donc déterminé que ce n'est pas à travers une direction bourgeoise, mais forcément à travers celle du prolétariat, que la mission de révolution démocratique anti-impérialiste et anti-féodale bourgeoise sera accomplie en Chine... Ou bien le prolétariat suivra la voie bourgeoise, ou bien la bourgeoisie suivra le prolétariat. Cette question de la direction révolutionnaire en Chine est le facteur déterminant de la victoire ou de la défaite de la révolution". Et d'ajouter : "Notre orientation politique indépendante et notre unité solide servent le seul but de gagner des millions de gens au Front du Peuple, Résister au Japon".

Ainsi, la seconde alliance du Kuomintang et du PCC fut qualitativement différente de la première, en ce sens que le PCC conserva son indépendance politique, militaire et organisationnelle. De plus, pendant la période d'alliance, le PCC développa avec succès ses bases dans de nombreuses provinces. Il étendit

donc graduellement la situation de dualité de pouvoir à travers le pays. En même temps, Mao lança un appel pour la mise sur pied d'une "assemblée populaire réellement représentative et l'adoption d'une constitution réellement démocratique". Socialement, le PCC prôna "l'amélioration des salaires des ouvriers, paysans, employés et soldats engagés dans la résistance aux japonais... l'abolition de taxes excessives et l'abaissement des rentes et des intérêts". Ces revendications, combinées à la capacité de résistance effective du PCC à l'agression japonaise, lui permirent de gagner un soutien enthousiaste des masses à travers le pays. L'alliance de type front populaire, fondamentalement défaitiste, fut ainsi transformée en un front basé sur les masses. C'est cette transformation qui explique comment le PCC fut à même d'accroître ses forces au cours de cette alliance, non seulement en termes absolus, mais aussi par rapport au Kuomintang. Staline attaqua cette orientation de Mao dans l'alliance comme une déviation de gauche, tandis que les trotskystes chinois y virent une trahison de droite, ne comprenant, ni les uns ni les autres, le contenu réel de la transformation qui avait lieu.

Ceci ne veut pas dire que la direction maoïste ne commit pas d'erreurs sérieuses, ou que la victoire du PCC compense toutes ses fautes politiques. Mais la critique de la politique du PCC doit partir de la constatation fondamentale que les erreurs n'empêchèrent pas la victoire, ce qui signifie que les erreurs doivent être évaluées à la lumière de la victoire, surtout si l'on tient compte du fait que le front populaire eut des conséquences tellement désastreuses dans presque tout le mouvement communiste international.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, la Chine n'était pas dans la sphère d'influence de l'Union Soviétique. La politique de Staline prônait la formation d'un gouvernement unifié PCC-Kuomintang, quitte à ce que le PCC abandonnât toute une partie de ses forces militaires. Mao ne suivit cependant pas cette ligne. Ainsi qu'il le fit remarquer plus tard, "la révolution chinoise a remporté la victoire en tournant le dos aux volontés de Staline. (Il) 'interdisait la révolution'... Si nous avions suivi la méthode de Wang Ming, c'est-à-dire de Staline, la révolution chinoise n'aurait pas réussi. Même lorsqu'elle eut réussi, Staline assura qu'elle était fausse" (Intervention à la Conférence de Chengdu, Mars 1958, "Mao Tsé-toung, textes 1949-1958, ed. du Cerf, p. 485).

La politique du Kuomintang consista, dans l'immédiat après-guerre, à s'appuyer sur les impérialistes pour recouvrer les régions qui avaient été occupées par les Japonais et préparer une offensive générale contre l'Armée Rouge. Mao appela effectivement à la forma-

tion d'un gouvernement unifié, mais il n'oublia pas les expériences de la seconde révolution chinoise. Au contraire, il était prêt à engager dans la bataille l'Armée de Libération du Peuple, forte de 910.000 hommes, une milice de 2.200.000 hommes et des forces d'auto-défense fortes de 10 millions d'hommes - qui toutes avaient été mises sur pied pendant la guerre sino-japonaise. Le 9 août 1945, Mao donna l'ordre "à la 8ème armée de route, à la nouvelle 4ème armée et aux autres forces populaires d'attaquer partout, et chaque fois que possible, les occupants qui refusent de se rendre, d'éliminer leur force logistique, de saisir leurs armes et leurs biens, d'étendre vigoureusement les zones libérées, de réduire les régions occupées et d'organiser des forces militaires... d'organiser immédiatement une armée clandestine et de se préparer à un soulèvement armé".

Le 10 août 1945, Chu Teh, commandant en chef de l'Armée Rouge, ordonna l'offensive générale. Cette politique avait pour but d'étendre la situation de dualité de pouvoir. Le mot d'ordre de gouvernement unifié n'était conçu que comme moyen d'aider au développement de la situation de dualité de pouvoir. Au moment le plus décisif, Mao désobéit ouvertement aux ordres de Staline, refusant non seulement d'obéir à Tchang Kai-chek (comme Staline le lui ordonnait), mais allant même jusqu'à le dénoncer comme l'ennemi du peuple. Si Mao avait réellement entretenu des illusions au niveau du gouvernement unifié, la révolution aurait fort bien pu échouer à ce moment décisif.

II. MAO ET LA REVOLUTION PERMANENTE

La théorie de Mao sur la Nouvelle Démocratie montrait clairement qu'il était en faveur de la révolution par étapes. Mais il est également clair qu'au cours de la troisième révolution chinoise, Mao suivit empiriquement la voie de la révolution permanente. Comment expliquer cette évolution dont la pratique et l'expression théorique étaient contradictoires ?

Il faut d'abord noter que Mao, ayant vécu la seconde révolution chinoise, la réforme agraire et les régimes rouges dans les campagnes, ne pouvait ignorer la question de l'évolution non capitaliste de la révolution. Il écrivit par exemple : "De nombreux camarades ont déjà posé la question de la nature et de l'avenir de la République Démocratique de Chine. Nous répondrons que sa nature de classe est basée sur l'alliance de toutes les classes, mais que son avenir peut être non capitaliste, parce que notre République Démocratique de Chine est construite dans le processus de parachèvement de la tâche de résistance nationale sous la direction du prolétariat et dans le nouveau contexte international (la victoire du

socialisme soviétique et l'aube de la révolution mondiale). Donc, d'après les conditions sociales, la République Démocratique en général n'a pas dépassé la nature de l'Etat bourgeois. Cependant, en accord avec les conditions politiques concrètes, elle devrait devenir un Etat basé sur l'alliance du prolétariat, de la paysannerie et de la bourgeoisie. La possibilité de développement capitaliste existe donc, la possibilité de transformation complète sur des axes non capitalistes est ouverte. Le parti prolétarien chinois doit faire de son mieux pour lutter pour cette deuxième possibilité".

Après la troisième révolution chinoise, la "Dictature Démocratique du Peuple" fut instaurée. D'après la définition de Mao, le rôle de cette dictature était le suivant : "Forger un front unique du prolétariat, de la paysannerie, de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie



nationale afin de faire surgir de ce front une alliance du prolétariat et de la paysannerie sous la direction du prolétariat et représentait la base nécessaire à la création de l'Etat de la Dictature démocratique du peuple". En liaison avec cette ligne, le PCC réunit, en septembre 1949, la Conférence consultative du peuple chinois. En septembre 1954, les prétendus représentants des quatre classes participèrent à la première Assemblée populaire nationale. En pratique, derrière cette forme de régime, c'est le Parti communiste qui détenait l'hégémonie. Mao l'admit d'ailleurs plus tard : "La différence entre les soviets d'Union Soviétique et l'Assemblée populaire nationale dans notre pays n'existe qu'au niveau de l'appellation. Les deux sont des organes représentatifs. Dans notre assemblée populaire nationale, on trouve

des représentants de la bourgeoisie, ceux qui ont rompu avec le Kuomintang, ainsi que d'autres personnalités démocratiques. Ils acceptent tous la direction du Parti communiste, bien que certains d'entre eux aient tenté, mais en vain, de fomenter des troubles". Mao en conclut donc que la République démocratique populaire fondée en 1949 était "fondamentalement identique à la forme de dictature du prolétariat instaurée en Russie avec la Révolution d'octobre". Et ceci était vrai, malgré le caractère déformé de la dictature du prolétariat établie en Chine en 1949.

Pourquoi la bourgeoisie fut-elle incapable de "fomenter des troubles" ? D'abord parce que la troisième révolution chinoise ne détruisit pas seulement militairement le Kuomintang, mais elle détruisit aussi politiquement la bourgeoisie chinoise en tant que classe. Après que le Kuomintang et la bourgeoisie aient fui ensemble le continent, ce qui restait de la bourgeoisie s'avérait incapable de s'unifier et de centraliser ses forces politiquement. La destruction de l'armée du Kuomintang et la dissolution de son parti, avec la désintégration de l'appareil d'Etat du Kuomintang, ne laissèrent subsister aucune structure politique susceptible de permettre à la bourgeoisie d'exercer sa domination sur les masses chinoises. Deuxièmement, la troisième révolution chassa l'impérialisme installé en Chine. C'était un coup décisif porté à ce qui restait de la bourgeoisie. La politique de "containment" (dont le blocus de la Chine) qui fut appliquée ensuite par l'impérialisme mondial affaiblit encore plus cette bourgeoisie, en la privant de ses liens avec le capital et les marchés internationaux. Troisièmement, la base sociale de la bourgeoisie dans les campagnes fut détruite économiquement par la réforme agraire, le développement des coopératives, la collectivisation et l'intervention directe et forte du nouveau gouvernement au niveau des banques, de la finance, du commerce extérieur, des rapports capital-travail, des rapports production-commercialisation ainsi que des rapports entre commercialisation et échange. Ces mesures rejetèrent la bourgeoisie dans une position d'impuissance et de passivité totales. L'impuissance et la paralysie politique de la bourgeoisie exprimait, en dernière analyse, sa faiblesse sociale et économique.

La ligne générale de transformation socialiste présentée par le PCC en 1952 représentait-elle un tournant dans la politique du parti, dont le résultat aurait été l'abandon de la théorie de la révolution par étapes pour lui substituer celle de la révolution permanente ? En ce qui concerne les mesures pratiques, cette "nouvelle ligne générale" était en fait la continuation de la politique précédente. Après que le PCC eut instauré une dictature du prolétariat déformée, il confisqua les biens des capitalistes "compradores", soit 80 % du capital fixe des entreprises industrielles et de transports. La produc-

tion des entreprises passa sous contrôle étatique. Dans d'autres domaines, la gestion conjointe entre l'Etat et le privé avait déjà été mise en pratique dès 1949. Le résultat de l'application de toutes ces mesures fut qu'en 1949 la part dans le PNB industriel de l'industrie privée se montait à 55 %, mais que ce pourcentage devait tomber à 28,7 % dès 1951. Au cours de ces quelques années, diverses campagnes telles que les "Trois anti" et les "Cinq anti" furent dirigées contre le pouvoir économique, commercial, financier et social de la bourgeoisie. Ces campagnes entraînèrent une accélération du processus de nationalisation de l'industrie. C'est dans ce contexte que le PCC révéla sa ligne générale et prépara le premier plan quinquennal qui entama, de manière active, le processus de socialisation.

En 1961, Mao commenta ainsi la nature de la période transitoire : " Il est incorrect de penser qu'après la libération du pays entier, la phase initiale de la révolution était essentiellement démocratique bourgeoise et qu'elle ne se développa en une révolution socialiste qu'avec le temps". Mao, empirique, reconnut la forme prise par cette transformation socialiste. Il écrivit en 1958 : "Sur la révolution ininterrompue, notre révolution est une succession de révolutions. Depuis 1949, lorsque nous avons pris le pouvoir dans le pays entier, nous avons mis en œuvre la réforme agraire anti-féodale. Avec la fin de la réforme agraire, la mise en coopératives de l'agriculture commença. Elle fut ensuite suivie par la transformation socialiste du commerce privé, les trois grandes transformations socialistes, une révolution socialiste des moyens de production et du système de propriété qui étaient fondamentalement achevées dès 1956. C'est alors que suivit la révolution socialiste sur les fronts politique et idéologique l'année dernière".

Mais Mao ne parvint pas à théoriser cette transformation en termes marxistes. Pour lui, la révolution ininterrompue ne représentait que l'ordre et les formes de la transformation qui avaient effectivement eu lieu au cours du processus de la troisième révolution chinoise. Quels sont donc les mécanismes par lesquels les formes et l'ordre de cette transformation sont déterminés, et cette transformation même relève-t-elle de la nécessité historique ? Si c'est le cas, quelles sont les implications politiques et stratégiques qui en découlent pour le Parti communiste au cours de cette période ? Quelles sont les faiblesses fondamentales de la théorie de la Nouvelle Démocratie ? Telles sont les questions théoriques les plus importantes posées par la troisième révolution chinoise, questions dont Mao ne connaissait pas l'importance. C'est pourquoi sa conception de la révolution ininterrompue demeura empirique et ne fut jamais formulée théoriquement, au sens marxiste du terme.

à suivre

LES RETOMBÉES DU SCANDALE LOCKHEED

Le 15 septembre, Takeo Miki, en sa double qualité de premier ministre et de président du Parti Libéral Démocrate (PLD), opérait un remaniement ministériel et modifiait la composition des directions du parti gouvernemental. Ces mesures de compromis entre les diverses fractions du PLD préudent probablement à l'effacement de Miki, mis en minorité dans son propre groupe parlementaire pour n'avoir pas su étouffer le scandale des pots-de-vin de la Lockheed. Un congrès extraordinaire du PLD doit se réunir prochainement pour trancher le différend qui oppose le premier ministre à ses adversaires, Fukuda (vice-premier ministre) et Ohira (ministre des finances). Derrière les rivalités de personnes et de fractions, ce conflit manifeste l'acuité des tensions qui traversent aujourd'hui la société japonaise. Une période se termine en effet, dominée sans conteste par les conservateurs et modelée par une croissance économique rapide de l'impérialisme nippon. C'est ce contexte de crise de régime qui explique l'importance exceptionnelle acquise par le scandale des pots-de-vin généreusement distribués par la firme aéronautique Lockheed.

C'est en février dernier que le scandale éclate grâce aux révélations de la sous-commission sénatoriale américaine sur les firmes multinationales. La Lockheed Aircraft Corporation connaît, à la fin des années 60, de graves difficultés. Il lui faut enlever au Japon le marché des "jumbo-jets" civils, puis celui des avions militaires de détection anti-sous-marin. Mais son L1011 Tristar n'est alors pas concurrentiel face au DC-10 de Mac Donnell-Douglas et au 747-SR de Boeing. La firme civile privée Zenniku (All Nippon Airways-ANA) lui préfère le DC-10, pour renouveler son parc d'Airbus. Et le gouvernement japonais décide en 1972, que la fabrication du nouveau chasseur anti-sous-marin sera confié à une entreprise nationale, de façon à favoriser le développement de l'industrie aéronautique nipponne. Pourtant, quelques mois plus tard, le président de la Zenniku est démis, la firme opte pour le Tristar et le gouvernement casse sa décision antérieure au profit de l'achat du P3C-Orion, une production Lockheed !

Quand sont connus les dessous de cette affaire, le scandale prend immédiatement des proportions considérables. Les enjeux sont immenses; la vente du PC3-Orion devant, par exemple, couvrir un marché de 600 milliards de yens (9 milliards de francs français). Les plus hautes autorités politiques américaines et japonaises sont impliquées; c'est à la suite d'une rencontre entre Nixon (alors président) et Tanaka (alors premier ministre) que All Nippon Airlines et le gouvernement japonais modifient brutalement leurs décisions. Les pots-de-vin distribués atteignent la somme minimum de 12,5 millions de dollars (environ 60 millions de francs français). Les trac-tations financières qui permettent aux multinationales d'échapper au contrôle des changes gouvernementaux sont mises à jour, ainsi que les liens tissés au Japon entre la haute finance, le pouvoir politique, le "milieu" et l'extrême-droite. Le scandale illustre, enfin, le prix que la bourgeoisie japonaise est prête à payer pour le maintien de l'alliance privilégiée avec les USA.

Le règne du PLD

Le 27 juillet, Kakuei Tanaka est arrêté, d'abord pour viol des lois sur le contrôle des changes, puis pour corruption. Tanaka n'était pas seulement le premier ministre en exercice en 1972. Il restait le chef de la plus forte fraction du PLD, peut-être le politicien le plus important du pays. Il a, depuis, été remis en liberté provisoire. Mais cette inculpation a une autre portée que la seule mise en cause d'une personnalité de premier plan. Tanaka symbolise l'interpénétration extrême de la finance et de la politique, ce qui s'appelle au Japon le "pouvoir d'argent", c'est-à-dire la corruption institutionnalisée. Mieux, il représente une époque et un régime. C'est le règne sans partage du PLD qui touche à sa fin.

Le pouvoir politique a toujours été particulièrement concentré, au Japon, à l'image du pouvoir économique dont il dépend. La révolution bourgeoise s'est faite largement par "en haut", à l'initiative notamment d'une partie des anciennes classes dominantes. C'était, en 1868,

la "Restauration Meiji". Le pays n'a connu ni capitalisme de libre concurrence, ni parlementarisme bourgeois classique. Et la défaite de l'impérialisme japonais, en 1945, ne met pas un terme à ce contrôle du pouvoir par des milieux très restreints.

Sous l'occupation américaine - qui suit la seconde guerre mondiale - des réformes démocratiques parfois profondes sont appliquées. Le régime agraire et la législation se voient bouleversés. Mais le démantèlement des "combinats" japonais - les zaibatsu - n'est que superficiel et temporaire. Bientôt le gouvernement et l'armée US remettent en selle les conservateurs : il s'agit de faire face aux débuts de la guerre froide, puis à la victoire de la révolution chinoise. L'alliance nippon-américaine est dès lors fermement nouée. Elle ne sera plus jamais mise en cause. Cela fait trente ans que le même personnel politique monopolise les fonctions gouvernementales et étatiques.

Le PLD est fondé en 1955, à partir de la fusion des deux partis conservateurs de l'époque. Depuis, il est l'unique parti de gouvernement. Aucune autre grande formation bourgeoise ne lui fait concurrence. L'opposition - en majeure partie socialiste - écrasée par les moyens financiers du PLD, n'est jamais prête à enlever la majorité électorale. La Diète - l'Assemblée Nationale japonaise - se transforme en chambre d'enregistrement. Les luttes d'orientation internes à la bourgeoisie se logent au sein même du PLD, où se forment des "fractions" stables dès 1957. Ces "fractions" sont les canaux par lesquels les intérêts capitalistes particuliers s'expriment et par où la manne financière du grand capital est distribuée. Organisées autour d'une personnalité politique, elles perpétuent les traditions de "clientélisme" et la corruption institutionnalisée de régimes précapitalistes.

La "démocratie bourgeoise" japonaise de l'après-guerre se caractérise donc par trois facteurs : le monopole gouvernemental du PLD, l'impuissance d'une opposition socialiste minoritaire et la loi des fractions. Le paternalisme est alors roi et la dépendance du fonctionnaire à l'égard des hommes du régime est totale. L'absence d'alternance politique interdit tout recours. Il n'y a ni Parti Démocrate, ni Parti Socialiste susceptible de prétendre à la succession. "Le fait d'être déloyal à l'égard du régime conservateur peut coûter à un membre de l'élite bureaucratique un poste économique ou une situation prisée de directeur d'une société géante, dans ses vieux jours. Cela lui fermerait aussi toute possibilité de jouer un rôle important dans les mécanismes de pouvoir", écrit Imazu Hiroshi dans le "Japan Quarterly". "Aussi longtemps que le régime conservateur durera, l'establishment affirmera une confiance en soi insolente, et il n'y aura pas de 'fuites' d'importance, du moins en provenance des sommets de la bureaucratie, celle qui détient les véritables secrets". (1).

Dans ces conditions, l'argent accède librement aux caisses du PLD. Les "donations" des grandes compagnies au parti gouvernemental sont légales. Sous le règne de Tanaka, lors des élections de 1972 et 1974, elles ont atteint officiellement les 10 milliards de yens (150 millions de francs français). Et en fait beaucoup plus. Tanaka avait d'ailleurs reçu de quoi distribuer 10 autres milliards de yens pour acheter les votes des délégués au Congrès du PLD, se faire élire président du parti et assurer sa nomination comme premier ministre.

Ce sentiment d'impunité dans la corruption, cette liberté de "transactions" financières, transparaisent dans le scandale Lockheed. Fort peu de précautions semblent avoir été prises pour éviter l'éventuelle découverte du pot-aux-roses. Et nombre de parlementaires, notamment membres de la fraction Tanaka, n'ont pas hésité à s'indigner publiquement de l'inculpation de leur patron.

L'usure du régime

La crise du PLD ne date pas du scandale Lockheed. Le système politique mis en place au milieu des années 50 est en effet d'une rigidité extrême, et le poids des fractions tend à devenir paralysant. Déjà en 1963, sous le gouvernement Ikeda, des plans de "modernisation" du parti avaient été présentés. Notamment par Takeo Miki, alors président du comité de réforme du PLD, qui affirmait que la "dissolution inconditionnelle de toutes les fractions internes au Parti est la précondition de la modernisation du PLD" (2). Avec la fin du boom économique des années 50 et 60, la base électorale du PLD s'amenuise et sa capacité à imposer un consensus social et politique dans le pays se réduit. En 1973-74, une montée des luttes ouvrières se dessine. Les symptômes de l'usure du régime s'affirment de plus en plus clairement quand une petite fraction du PLD, dirigée par Kono, fait scission avec 6 parlementaires.

Le 7 juillet 1974, les élections partielles à la Chambre Haute (sorte de Sénat à l'américaine) ne donnent qu'une majorité infime au PLD (3). En novembre, Tanaka doit démissionner de son poste de premier ministre à cause d'un scandale financier (déjà !). Le parti n'arrive pas à départager les deux principaux postulants à la succession : Takeo Fukuda et Masayoshi Ohira. C'est Miki qui est alors choisi. Parce que sa réputation de "politicien propre" peut aider à redorer le blason du PLD dans l'opinion publique et faire croire à une réforme du parti. Parce qu'il dirige aussi l'une des plus petites fractions et ne menace pas la puissance des grands barons du PLD; il doit diriger un gouvernement de transition.

C'est alors qu'éclate le scandale Lockheed. La popularité du PLD baisse brutalement et pour la première fois le problème d'un prochain gouvernement de coalition s'impose dans l'opinion

publique comme une question d'actualité. Les liens noués entre l'establishment, le "milieu" et l'extrême-droite apparaissent au grand jour avec des "personnalités" comme Kodama et Osano Kenji. L'un des principaux inculpés dans l'affaire des pots-de-vin est Yoshio Kodama. Il a la réputation d'être un "kuromaku", une "éminence grise" de la politique nipponne... et l'un des principaux bailleurs de fonds au service de la Lockheed. Lié au "milieu" il est aussi l'un des porte-parole de l'extrême-droite "ultra-nationaliste". Sa fortune date de la guerre sino-japonaise durant laquelle il met sur pied, pour le compte de la marine, une entreprise de pillage à grande échelle. C'est l'"Organisation Kodama", qui s'empare de toutes les richesses possibles : radium, diamants, jades, rubis, platine, métaux précieux, etc. Emprisonné en 1946 comme criminel de guerre de classe A, il est libéré après 3 ans, sans procès. Apparemment pour services rendus aux Américains. C'est un fait maintenant considéré comme acquis que "Kodama a eu des relations de travail avec la CIA depuis sa libération d'une prison japonaise en 1948" (4). Kodama est de tous les mauvais coups et joue un rôle important dans la réorganisation des partis conservateurs dans les années 50, dans la lutte contre le mouvement ouvrier et la jeunesse radicalisée, dans la normalisation des relations diplomatiques avec la Corée du Sud.

Il en va de même d'un homme d'affaires qui commence à être impliqué dans le scandale Lockheed, Osano. Avec Kodama, il a été décoré pour services rendus par la dictature sud-coréenne. Philippe Pons le décrit sans ambages, dans "le Monde" du 28 août, comme "un personnage douteux, proche de la pègre... Il a été naguère le principal bailleur de fonds de M. Tanaka... M. Osano possède en outre un paquet d'actions de la compagnie aérienne All Nippon Airways...". Ce sont les ressorts cachés d'un régime que le scandale de la Lockheed fait apparaître un à un.

Quand, après six mois d'immobilisme, l'enquête débouche sur l'arrestation de Tanaka, le monde politique japonais prend la mesure de la nouvelle. Pour le "Japan Times", "l'affaire est devenue l'événement politique le plus sensationnel en trente ans d'histoire du régime conservateur... Parce que le 'pouvoir d'argent' est un élément constitutif de la politique et de la pratique du Parti Libéral Démocratique, l'onde de choc de l'arrestation de Tanaka le traversera tout entier".

La lutte de fraction au sein du PLD prend une dimension nouvelle. Le patronat ne cache pas son inquiétude et son irritation face à l'incapacité de Miki d'enrayer les effets du scandale. Le président de la Nikkeiren (Fédération japonaise des associations patronales) ne mâche alors pas ses mots : "Les anciens du PLD ont projeté Miki au poste de premier ministre. Après qu'il n'ait pu répondre à leur attente, ils ont essayé de le faire chuter, et cette fois en-

core ils ont échoué. Quand il avait l'air désemparé, ils disaient qu'il avait une touche humaine, mais c'est une personne proprement irresponsable. Miki ne dit que des choses gentilles; il n'a placé aucun fer au feu. Il ferait peut-être un bon chef de département à l'Information, mais il n'est pas qualifié pour être capitaine" ("Asahi Evening News" du 30. 7. 76). Le patronat ne pardonne pas à Miki le rôle "bonapartiste" qu'il voulait jouer pour dégager le PLD de la domination des fractions et de l'intervention trop directe des puissances financières.

Les trois fractions principales du PLD (celles de Tanaka, Ohira et Fukuda) et la petite fraction de Shiina font front contre Miki qui n'est soutenu que par la fraction du secrétaire général du parti : Nakasone. Le 24 août, une conférence "sauvage" des parlementaires du PLD, regroupant les deux-tiers des députés de la majorité et 15 des 20 membres du gouvernement (!), demande la démission de Miki. Le premier ministre résiste néanmoins à ces pressions. Il sait que sa démission forcée apparaîtrait aux yeux de l'opinion publique comme une tentative d'étouffer le scandale Lockheed. Il menace de dissoudre la Diète et de provoquer des élections anticipées. Il ne veut pourtant pas briser l'unité du PLD à la veille des élections prévues au plus tard pour janvier.

Le remaniement ministériel du 15 septembre et la modification des organes dirigeants du parti sont l'aboutissement d'une succession de compromis. Le gouvernement n'est pas profondément modifié : d'un côté Fukuda et Ohira restent respectivement vice-premier ministre et ministre des finances, de l'autre Inaba, "responsable" de l'arrestation de Tanaka, reste ministre de la justice. Mais dans le PLD, les positions de Miki se dégradent. Nakasone commence à être trop ouvertement impliqué dans le scandale. Il est remplacé au secrétariat général par un adversaire de Miki, Uchida. La présidence du conseil des affaires politiques revient à un autre adversaire de Miki, Sarurauchi. Ce n'est qu'à la présidence du conseil exécutif du PLD qu'accède un élément favorable au premier ministre, Matsuno. Miki a dû, par ailleurs, promettre de ne pas dissoudre la Diète et de convoquer le Congrès du parti avant les prochaines batailles électorales. Il n'aurait alors que les voix d'environ 25 % des délégués.

L'échec de l'Offensive de printemps

En 1975, la bourgeoisie japonaise décide de reprendre l'offensive face à un mouvement ouvrier de plus en plus agressif. Il lui faut profiter de la récession pour assurer la restructuration de l'économie et accélérer les concentrations en cours. Elle doit, enfin, rationaliser un secteur public dont elle refuse de couvrir le déficit croissant.

Or, c'est dans ce secteur que le mouvement ouvrier est le plus puissant et le plus combatif.

Les syndicats japonais sont généralement organisés en syndicats d'entreprise (réunissant toutes les catégories de travailleurs), regroupés en fédérations par branches d'industrie, puis en confédérations nationales. La politique des trusts a consisté à intégrer au maximum "leurs" travailleurs. Une double division du mouvement ouvrier s'est opérée. Dans les grandes entreprises, l'emploi est garanti à vie pour les travailleurs permanents, et le salaire reçu augmente avec l'ancienneté. Pour 70 % des travailleurs (saisonniers et travailleurs des petites et moyennes entreprises), c'est le règne de l'insécurité. Le taux de syndicalisation varie en conséquence considérablement : il passe de 63 % pour les entreprises de plus de 500 personnes à un tiers pour les entreprises employant entre 100 et 500 personnes et moins de 10 % pour les petites entreprises employant entre 30 et 100 personnes (5).

Une autre division oppose le mouvement ouvrier dans les secteurs privé et public. Les syndicats de droite ont bénéficié dans le secteur privé du climat paternaliste régnant dans les grandes compagnies, et de l'identification des intérêts des syndicats d'entreprise avec ceux de la direction. Le Domei (Confédération japonaise du travail) est à 90 % formé de syndicats du secteur privé; fondé en 1964, il provient de la scission de droite opérée en 1953 dans le Sohyo et soutient actuellement le Parti Socialiste Démocratique. Dans le secteur public, le Sohyo (Conseil général des syndicats du Japon) domine; c'est d'ailleurs de là que proviennent 60 % des syndicats qu'il regroupe. Fondé en 1950 à partir d'une scission anticommuniste du Sanbetsu; il n'en connaît pas moins une évolution à gauche. Il reste aujourd'hui le plus important syndicat et soutient la gauche (majoritaire) du PS. Le Parti Communiste y intervient, mais il est largement minoritaire (6).

Le 26 novembre 1975, le Korokyo (Conseil des syndicats d'employés, des entreprises publiques et des firmes gouvernementales) organise une grève de 8 jours du secteur public. Il s'agit avant tout d'obtenir le droit de grève dans ce secteur, droit interdit depuis la guerre froide. Le Sohyo espérait que Miki, réputé "libéral", accéderait aux exigences des travailleurs. La grève est un succès sans précédent par son ampleur et son organisation. Mais elle est aussi un échec quasi total sur le plan revendicatif. L'aile "dure" du PLD l'a emporté. Cet échec est d'autant plus grave que le gouvernement prépare le licenciement de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs du secteur public - notamment des chemins de fer où le déficit d'exploitation est énorme : il s'élève à 5.000 milliards de yen (75 milliards de francs français) largement dûs aux tarifs préférentiels accordés aux grandes entreprises.

L'éclatement, en février 76, du scandale Lockheed rejette néanmoins le gouvernement

sur la défensive. Pendant un mois, de la mi-mars à la mi-avril, la crise politique est ouverte : l'opposition boycotte le Parlement pour obtenir un débat sur les révélations de la sous-commission sénatoriale américaine. Grèves ponctuelles, manifestations et meetings se succédant pour réclamer que toute la clarté soit faite sur les compromissions japonaises. Un vaste mouvement pour la démission du gouvernement PLD semble engagé quand l'opposition se divise puis s'effondre. Le Parti Socialiste Démocratique et le Komei (Parti bouddhiste petit-bourgeois dit du "gouvernement propre") abandonnent le boycottage du Parlement. Le PS et le PC suivent peu après. C'est le "retour à la normale" de la vie politique japonaise. Les masses se voient dépossédées de leurs possibilités d'intervention effective et directe. Elles redeviennent spectatrices.

Cet effondrement de l'opposition s'opère à la veille du "Shunto" 76. Le "Shunto", c'est "l'Offensive de printemps" syndicale, devenue traditionnelle. La première eut lieu en 1956; elle réunit alors plus de 800.000 syndiqués dans la grève. En 1964, elle en rassembla 6,5 millions et en 1973, 8,44 millions. En 1974, si l'on tient compte des travailleurs non syndiqués, le nombre total des participants s'élève à 20 millions. Le "Shunto" est donc le grand moment de l'action syndicale annuelle. Il pouvait cette fois-ci combiner revendications syndicales et offensive politique antigouvernementale. L'attitude du PC et du PS lui a fait perdre toute perspective et débouchés.

Déjà en 1975, le "Shunto" avait été un échec, malgré son ampleur croissante. Les effets de la récession et de la fin de la période de boom économique se faisant sérieusement sentir, la bourgeoisie avait fait front pour refuser des augmentations salariales dépassant 15 %. Les grèves de printemps, devenues routinières et traditionnelles ne pouvaient faire céder un patronat prêt à la résistance. Le jeu antérieur des accords concédés était terminé.

Le gouvernement fixe, en 1976, le plafond tolérable d'augmentation des salaires à 10 % ce qui signifie une baisse du pouvoir d'achat réel des masses. La perte d'initiative politique du PS et du PC, due à leur propre lâcheté, se traduit sur le terrain revendicatif par la marginalisation du Sohyo. Le premier jour, la grève des transports a beau être massivement suivie, c'est la droite syndicale qui rythme les négociations. C'est le "Conseil Japonais de la Fédération internationale des métallurgistes" (International Metalworker's Federation-Japanese Commission - IMF-JC) qui tient le haut du pavé. Ce "Conseil" rassemble des syndicats indépendants, membres du Domei ou même de la droite du Sohyo. Fondé en 1967, il comptait 794.000 adhérents en 1973 et tend à jouer un rôle croissant. Une fois l'accord signé entre patronat et IMF-JC, les jeux étaient faits. Le plafond des 10 % d'augmentation salariale n'est pas dépassé.

Quelles solutions à la crise ?

Cette deuxième défaite consécutive du Sohyo met sérieusement en question l'autorité de la direction dans le syndicat. La bureaucratie syndicale du PS le sait bien : elle a engagé une répression d'ampleur contre les secteurs les plus combattifs de sa base. Plusieurs "commissions jeunes" du Sohyo, où l'influence de militants trotskystes est parfois grande, ont notamment été suspendues. Mais c'est sur le terrain politique que les échéances sont aujourd'hui les plus pressantes.

L'extrême-gauche japonaise n'a pas pu jouer de rôle actif national dans l'évolution des événements. La Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon (section de la Quatrième Internationale) a, dès l'ouverture de la crise, appelé à un front unique PC-PS-Sohyo, en vue de renverser le gouvernement Miki (7). Mais la dégénérescence politique d'une grande partie de l'extrême-gauche des années 60 se fait aujourd'hui durement sentir. Le courant semi-spontanéiste Bund s'est décomposé, donnant naissance à des phénomènes aberrants, telle l' "Armée Rouge japonaise". Les Chukaku (fraction révolutionnaire), la principale organisation de la fin des années 60, sont engagés maintenant dans une interminable "guerre intestinale" avec deux autres mouvements d'extrême-gauche, les Kakumaru (noyau central) et Kairo (Libération). Les "uchigeba" (8) ont déjà coûté la vie à plusieurs dizaines de militants et les Chukaku sont réduits à une existence paramilitaire et quasi-clandestine. Un processus de recombinaison de l'extrême-gauche est en cours, mais il ne peut qu'être lent dans la situation actuelle.

Les grands partis réformistes ont les mains libres pour céder aux pressions gouvernementales. Le légalisme extrême du PCJ s'est confirmé lors de l'arrestation de Tanaka. Il tenait le jour même un congrès extraordinaire pour abandonner officiellement les termes de "dictature du prolétariat" et de "marxisme-léninisme" (remplacé par "socialisme scientifique"). Le choc dû à l'annonce de l'inculpation de l'ancien premier ministre fut grand ; il permettait la relance d'une action de masse pour le renversement du gouvernement PLD. Pourtant, Kenji Miyamoto, principal dirigeant du parti, vint expliquer à la tribune du congrès que Miki devait rester en place... pour mener l'enquête à son terme.

La lâcheté des partis réformistes a permis à la bourgeoisie de traverser une passe difficile. Mais la crise du régime est trop profonde pour être surmontée pour autant. Le PLD espère remporter une dernière fois la majorité, lors des prochaines élections, mais le patronat se prépare à l'inéluctable : la mise en place d'un gouvernement de coalition.

Le PCJ et la gauche du PS (qui a la majorité dans le parti comme dans le Sohyo) cherchent à mettre en avant une solution du type "Union de la Gauche" française, susceptible de s'ou-

vrir à des formations bourgeoises. Par ailleurs, le groupe de Kono, le Komei (bouddhiste), le Parti Socialiste Démocratique et la droite du PS préparent un gouvernement de "centre gauche" qui inclurait une partie au moins du PLD. Ils constituent pour ce faire une "Conférence pour penser un nouveau Japon". C'est dans cette perspective là que la bourgeoisie japonaise semble être en train de se diriger.

Entre temps, il lui faut passer le cap des prochaines élections à la Diète. Et pour cela, souder la direction du PLD lors de son prochain Congrès. Miki ne devrait, alors, plus être l'homme providentiel. C'est du moins l'avis de l'éditorialiste du "Financial Times", Charles Smith, qui écrit dans l'édition du 13 septembre que " M. Miki est sans doute un personnage populaire, mais il n'a pas le contact avec la haute finance, dont un premier ministre à encore besoin pour rassembler les milliards de yens dont le PLD a besoin en période électorale. Il n'a pas plus l'autorité nécessaire, au sein du parti, pour réaliser la tâche délicate qui consiste à répartir les circonscriptions électorales entre fractions rivales".

30 septembre 1976

NOTES

- (1) Imazu Hiroshi, "Japan Quarterly" de juillet-septembre 1976, p. 230.
- (2) Cité par Minoru Shimizu, "Japan Times" du 22 juillet 1976.
- (3) La Diète japonaise est divisée en deux Chambres, la Haute et la Basse. Dans cette dernière, le PLD garde encore une large majorité (qui date de 1971). Sur les élections de 1974, voir l'interview de Y. Sakaï publiée dans "Inprecor" du 5 septembre 1974 (No. 7).
- (4) Tad Szule, dans l'hebdomadaire américain "New Republic" du 10 avril. Sur Kodamo et Osano dans le scandale Lockheed, voir aussi Hansawa Hiroshi, "Japan Quarterly" de juillet-septembre 1976; John G. Roberts, "AMPO", premier trimestre 1976 et Yamakawa Akio, "AMPO", deuxième trimestre 1976.
- (5) Ces chiffres et les suivants datent de 1974. Ils sont tirés de l'article de Chung S. B., dans "Problèmes politiques et sociaux" de la "Documentation française" du 13-20 septembre 74.
- (6) Selon les chiffres du Ministère du Travail, le Sohyo avait, en 1974, 4.314.265 adhérents, le Domei 2.277.883. Il reste deux autres confédérations : le Shinsanbetsu (Fédération nationale des syndicats industriels) avec 70.041 adhérents, et le Churitsuroren (Fédération japonaise des syndicats indépendants) avec 1.374.344 adhérents. Voir Chung, op. cit.
- (7) Voir notamment la traduction de la résolution publiée dans le No. du 1er avril de Sekai Kakumei ("World Revolution") et reproduite dans "Inprecor" du 13 mai 1976. (No. 51).
- (8) Uchigeba : "guerres intestines" qui opposent divers groupes d'extrême-gauche.

LA DEMOCRATIE A LA SENGHOR

Depuis plusieurs mois, le régime sénégalais a entrepris, à grand renfort de publicité, une opération politique que Senghor qualifie lui-même de "démonstration". Cette opération a connu un écho international certain, en laissant croire que le Sénégal rompait avec la tradition de parti unique, dominante en Afrique noire. Elle ne devrait pourtant pas faire illusion.

La constitution précédente garantissait déjà la pluralité des partis et le droit de constituer un syndicat. Mais la répression, l'intimidation et la provocation du parti gouvernemental UPS faisaient peu à peu disparaître toute opposition légale et tout syndicat indépendant. Si, à l'étranger, le régime sénégalais peut apparaître transformé grâce à l'apparition de partis d'opposition légaux et de nouveaux syndicats, il n'en est pas de même dans le pays. La manœuvre de Senghor doit être dénoncée pour ce qu'elle est : un moyen de maintenir en place un État fort, stable et autoritaire, tout en autorisant l'expression de certaines divergences qui traversent aujourd'hui les classes dominantes.

Le mouvement ouvrier et démocratique a subi pendant 16 ans la répression du régime. Les appels du pied de Senghor en direction de la social-démocratie européenne ne peuvent aujourd'hui le faire oublier. D'autant que la légalisation des partis n'a été accordée qu'au compte-gouttes et que le mouvement ouvrier et démocratique reste clandestin. Un débat s'ouvre néanmoins en son sein, pour déterminer la meilleure utilisation possible des mesures dites de "démocratisation". Des associations et des syndicats se constituent. C'est dans cette période favorable à une repolitisation du mouvement de masse que les militants du Groupe Ouvrier Révolutionnaire ont publié la résolution que nous reproduisons ci-dessous.

PARTIS LEGAUX

UPS	Union Progressiste Sénégalaise, parti au pouvoir (Senghor)
PDS	Parti Démocratique Sénégalais (A. Wade)
PAI(Diop)	Parti Africain de l'Indépendance, légal (fraction Diop)
RND	Rassemblement Démocratique Sénégalais (Cheikh Anta Diop)

ORGANISATIONS CLANDESTINES

PAI	Parti Africain de l'Indépendance
LD	Ligue Démocratique
"Xarebi"	Groupe mao-populiste, très affaibli par la répression en 1975
GOR	Groupe Ouvrier Révolutionnaire, d'orientation marxiste-révolutionnaire

DECLARATION DU G.O.R.

① Dans la crise internationale de l'impérialisme sont apparues des divergences politiques entre les directions impérialistes et certaines directions bourgeoises néo-coloniales. Ces divergences sur les modalités du marché capitaliste mondial, sur l'économie de marché, ne remettent pas en question les déterminismes fondamentaux du sous-développement (corollaire de l'exploitation capitaliste et de la domination impérialiste) et ne sont, par conséquent que des débats réformistes au sein des classes dirigeantes mondiales. Dans ce cadre, il est apparu dans la dernière période un consensus entre certaines fractions impérialistes et certains régimes néo-coloniaux pour avancer un processus tendanciel de modifications des formes de domination impéria-

liste. Les pays européens se sont ainsi trouvés partisans d'une industrialisation partielle de certains pays africains, partisans d'une rationalisation des échanges, partisans d'un soutien financier des pétro-dollars dans la réalisation d'infrastructures dans certains pays voués à de futurs investissements industriels. Sur ce fond de modifications du procès néo-colonial, on a vu des dirigeants impérialistes tels que Giscard d'Estaing parler de "nouvel ordre économique international".

Le Sénégal connaît aujourd'hui cette situation. L'aménagement de la vallée du fleuve, le complexe de Cayar, la zone franche, les mines de fer de Falémé, rendent compte de cette tendan-

ce aux dépens d'une relativisation timide de l'économie arachidière. Dans ce cadre, l'Etat vise à régulariser, à orienter, à soutenir l'émergence d'un capitalisme indigène à la périphérie des futurs investissements impérialistes. Il prend en charge des secteurs devenus secondaires pour l'impérialisme comme les huileries qu'il détient à 65 %. Il vise à se rationaliser, à stabiliser l'administration, à encadrer mieux les populations (voir l'actuel recensement) et à s'affirmer comme le centre du processus en cours, tant pour l'impérialisme que pour les capitaux indigènes.

Toutefois, entre les buts et les moyens, la crise du néo-colonialisme rend ces projets particulièrement délicats. Le marché mondial s'accommode difficilement de projets réformistes étant donné les conflits permanents entre fractions impérialistes, étant donné les remous de la lutte des classes et l'instabilité fréquente des directions bourgeoises néo-coloniales. S'il faut reconnaître la nature du processus engagé, il serait erroné d'estimer sa réalisation comme inéluctable; la tendance la plus probable étant la réalisation de quelques réformes sans homogénéité et sans universalité (comme le montre l'échec relatif de la CNUCED, le piétinement de la Conférence Nord-Sud...).

2 Traditionnellement, la classe dirigeante sénégalaise montrait une osmose entre les hommes de l'appareil d'Etat et les hommes d'affaires (à quelques exceptions près au début, type Cheikh M'Backé). Par les prébendes de la gestion néo-coloniale, des franges se sont développées et affirmées en tant que petits capitalistes indigènes. D'abord à partir du commerce, nous assistons aujourd'hui à la remise par le régime de secteurs comme la vente d'arachides de bouche (Bonna N'Diaye) de produits de première nécessité (la tomate, entre autres, pour Babacar Ba, ministre des Finances), etc.

Le tourisme et l'immobilier ont constitué également des lieux importants d'investissements. Tous ces facteurs ont permis une accumulation relativement rapide favorisant l'insertion dans le nouveau projet impérialiste. C'est ainsi que dans le cadre des grandes entreprises, il y a participation restreinte de certains hommes d'affaires (tel N'Diouga Kébé avec la banque sénégaloko-wéïtienne). Conformément au projet impérialiste même, les petites et moyennes entreprises seront de plus en plus largement ouvertes à l'appropriation d'hommes d'affaires nationaux, quitte à la faire passer transitoirement par un rachat de l'Etat sénégalais, à l'image de l'exemple ivoirien. Par ailleurs, le commerce de gros a favorisé la stabilisation d'une petite bourgeoisie cossue. Grâce à une politique délibérée du gouvernement s'est également développée une petite-bourgeoisie commerçante stable représentant une base décisive du régime.

Rien aujourd'hui ne permet de conclure à l'existence d'une bourgeoisie nationale autonome au Sénégal. Bien au contraire, il s'agit d'une insertion dans certains secteurs productifs qui la rendent d'autant plus liée au marché impérialiste, quand il ne s'agit pas directement de secteurs compradores.

3 En fonction des facteurs énumérés plus haut, il est apparu une fraction du régime autour de Senghor, favorable à la restructuration de la "vie politique" fournissant aux classes et couches sociales privilégiées des modalités pour exprimer leurs revendications sans s'opposer directement à l'appareil d'Etat, sans compromettre la stabilité de tout le système. D'autant plus que la recombinaison des forces politiques en Europe en faveur de la social-démocratie semble orienter la tactique de Senghor. Celui-ci considère que ses projets socio-économiques et même politiques et idéologiques sont plus adéquats dans le cadre de directions social-démocrates (et de caution de celles-ci) dans les pays impérialistes européens et notamment en France. Les relations avec le PS français de Mitterrand et l'entrée probable de l'UPS dans l'internationale socialiste... tout cela confirme l'axe politique sur lequel Senghor veut légitimer son régime. Sans offrir un cadre traditionnel de démocratie bourgeoise, Senghor recherche une meilleure rationalité dans les débats et les conflits au sein de la classe dirigeante. Toutefois, son projet vise aussi à donner une image démocratique, à détourner tout mouvement de masse et à abuser les travailleurs. Ce second point n'est pourtant pas aujourd'hui le but principal du projet, même si à l'avenir cette tendance, qui peut se renverser, se renverse. Il est donc simpliste de croire que c'est sous la pression directe du mouvement de masse ou par simple démagogie que le régime propose ces réformes constitutionnelles. C'est une bataille politique que Senghor a dû mener dans son parti pour faire entériner ces options. En effet, l'UPS est traversée essentiellement par deux tendances, dont celle dirigée en particulier par Moustapha Niassé et Doudou N'Gom reste relativement opposée au projet de Senghor et exerce une pression et un contrôle permanent sur la direction.

4 Malgré tout cela, la répression, bien que suspendue après la loi d'amnistie, est soigneusement préparée par une police pléthorique et efficace, par un système général d'indicateurs et de corruption. Elle sera à l'évidence sélective mais brutale, dès lors que les formes embryonnaires d'organisation des révolutionnaires seront isolées. A partir d'un certain seuil d'implantation, le régime n'hésitera pas à reprendre ses méthodes de répression, d'intimidation et de tortures ouvertes. Ajoutons à cela que depuis la dissolution du PRA, l'UPS a joué un rôle de quasi parti-Etat, innervant l'ensemble de l'administration dans un pays où celle-ci est source d'embauche et

de prébendes. Cette situation demeurant aujourd'hui, l'UPS a les moyens de réduire ses opposants réformistes à la mendicité politique.

Pour mieux mesurer les limites du processus de "démocratisation", il suffirait de citer le fait que l'on vient de durcir les conditions de reconnaissance des syndicats, que le potentiel militaire est accru et tourné vers l'ennemi intérieur, ainsi que les récentes manœuvres franco-sénégalaises...

5 Dans le but de maintenir la pérennité du régime et de l'Etat, l'existence d'une opposition respectueuse des institutions a été reconnue par la légalisation du Parti Démocratique Sénégalais (PDS) d'A. Wade - parti oppositionnel certes, mais dont ni les prétentions, ni le programme ne sont susceptibles de remettre en cause, fondamentalement, le système. Sa propagande fait écho d'une démocratie bourgeoise idyllique contre la corruption et les monopoles de l'UPS et n'avance guère de propositions économiques alternatives et conçoit même les syndicats comme une force de contribution à l'économie nationale (cf. le Premier Congrès du PDS). Le PDS, dont le programme est bourgeois, reste aujourd'hui composé dans son appareil de couches petites-bourgeoises. Il a su se lier à une série de notables par l'intermédiaire desquels il a pu construire une relative influence de masse qui n'est pas une authentique influence militante. Certains secteurs intellectuels ont pu se reconnaître dans le PDS et même tout bonnement s'intégrer à l'appareil.

Si la nature du PDS est adéquate au projet politique global de la situation néo-coloniale, il n'en reste pas moins que, d'une part il va relativement s'accrocher une base sociale de masse, d'autre part révéler des frictions contradictoires avec le parti au pouvoir dans la mesure où ce dernier occupait jusqu'ici l'entièreté du champ politique local et tient à y rester.

6 Le Rassemblement National Démocratique (RND) de Sheik Anta Diop s'est présenté comme postulant à la légalisation. Lui aussi de composition petite-bourgeoise, il avance un programme essentiellement nationaliste sans ligne de classe, qui peut séduire des franges importantes de l'intelligentsia par le fait que Cheik Anta Diop et ses amis n'ont pas eu de compromission avec le régime.

Or, le régime a fait un choix quelque peu grotesque pour une constitution limitant le nombre de partis à trois, en spécifiant que l'un devait être socialiste démocratique (UPS), l'autre démocratique libéral (PDS) et le troisième marxiste-léniniste (non encore créé), tout en refusant des partis soi-disant liés à l'étranger. Cette dernière remarque s'adresse au Parti Africain de l'Indépendance (PAI) lié à la bureaucratie soviétique. Aussi, le régime se trouve-t-il dans une sorte d'impasse vis-à-vis d'un

RND qui ne peut ni ne veut se reconnaître comme marxiste-léniniste. Pas plus le RND que le PAI clandestin n'acceptent présentement la réforme constitutionnelle et s'élèvent contre la limitation à trois des partis légaux.

7 Le sort des masses n'en est pas pour autant modifié. L'inflation a frappé très fort le revenu des travailleurs, des paysans et des masses urbaines. Malgré l'augmentation des salaires et des prix aux producteurs de certaines cultures, ainsi que la dernière baisse des prix du riz et du sucre, le pouvoir d'achat des masses s'est largement détérioré. Malgré aussi les projets d'augmentation du salariat par les investissements industriels, le chômage a augmenté par la voie de l'exode rural, par l'accroissement de la population active et des licenciements collectifs nombreux depuis deux ans (Interpral, huileries, pêche, etc.) A cela s'ajoutent des problèmes grandissants pour le ravitaillement alimentaire des villes, exacerbés par la spéculation sur les stocks (charbon, viande, riz).

8 Les marxistes-révolutionnaires considèrent la nouvelle conjoncture politique sénégalaise comme un point décisif de clarification et de débats. Ils ne s'illusionnent nullement sur la volonté et encore moins sur la capacité d'une direction bourgeoise néo-coloniale d'assumer une démocratie bourgeoise même dans les limites actuelles de la nouvelle constitution. Les marxistes-révolutionnaires intègrent la bataille pour les libertés démocratiques dans le cadre d'une lutte pour l'élévation du niveau de conscience et de mobilisation des masses. S'ils se battent pour les libertés démocratiques, c'est pour gagner le droit à l'organisation autonome des travailleurs, au droit d'association, d'expression, de revendication...

A aucun moment, ils ne créent d'illusions sur les institutions bourgeoises, ni du côté de l'UPS, ni de celui du PDS qui ne cesse de fustiger l'extrême-gauche et qui a le malheureux privilège d'être la seule organisation à ne pas avoir dénoncé la nouvelle révision de la constitution.

Les marxistes-révolutionnaires sont conscients que la nouvelle conjoncture peut favoriser le développement des illusions petites-bourgeoises, nationalistes ou néo-staliniennes sur l'alliance avec des "secteurs bourgeois démocratiques" et ils mèneront la bataille pour éviter que ne se fourvoie une nouvelle génération dans l'impasse réformiste.

A aucun moment, ils ne participeront à l'introduction dans les masses d'une quelconque illusion sur les institutions bourgeoises et leur démocratie formelle. Par contre, la bataille pour les libertés démocratiques s'entend comme une partie des luttes de classes sous forme de mobilisation de masse, d'organisation et de structuration des travailleurs, des paysans et des masses populaires.

9 Le mouvement clandestin n'a guère montré jusqu'ici une prise de conscience dans les implications de la nouvelle conjoncture.

Le PAI pas plus que sa scission, la Ligue Démocratique (déterminée fondamentalement par un centrisme, avec des caractéristiques plus ou moins néo-staliniennes), n'ont avancé des perspectives centrales rompant avec toute illusion. Le PAI maintient ses illusions sur des élections démocratiques tout en recherchant encore des alliances avec des secteurs bourgeois.

La Ligue Démocratique n'envisage la conjoncture que sous forme de propositions incantatoires sans avancer de propositions claires pour la recomposition du mouvement de masse. Elle reste plus qu'ambiguë sur les alliances de classes et ne propose l'unité des révolutionnaires que pour mieux dénoncer le "gauchisme". Enfin, le "Xarebi", gravement touché par la répression, n'a jusqu'à présent pas donné de réponse.

10 La nouvelle conjoncture ne sera pas sans conséquences sur l'éveil politique de fractions du mouvement de masse. Les marxistes-révolutionnaires ne négligeront pas les possibilités d'exploiter cette situation et d'exprimer leur point de vue. Notamment la perspective de pluralité syndicale offrirait des moyens nouveaux de travail militant, de con-

scientisation et de revendication. A ce propos, ils saluent la création des nouveaux syndicats ouvriers (Union des Travailleurs Libres du Sénégal, qui regroupe d'ores et déjà de nombreuses fédérations), du Syndicat Unique des Enseignants du Sénégal, ainsi que de l'Union des Etudiants Sénégalais.

Les marxistes-révolutionnaires lutteront pour une organisation démocratique des étudiants et des lycéens. Ils appellent à la création de syndicats pour les ouvriers agricoles. Ils réclament l'abolition des impôts pour les paysans pauvres, ainsi que la hausse des prix à la production au compte des investisseurs capitalistes. Ils exigent la lutte contre les spéculateurs, les stockeurs et les cumulards. Ils dénoncent la nouvelle constitution et réclament le droit sans restriction à l'organisation et à la propagande de tout courant politique et de toute organisation de masse.

Les marxistes-révolutionnaires appellent à un travail unitaire au sein de l'extrême-gauche sur des objectifs de classe, pour la recomposition du mouvement de masse. Ils exigent le départ immédiat des troupes françaises. Ils dénoncent l'embrigadement de la jeunesse, et notamment la perspective de service militaire pour les étudiants.

Dakar, mai 1976.

appel de prisonniers politiques basques

PRESOAK KALERA



Pour survivre, la dictature n'a d'autre remède que de tirer sur le peuple, tout en cherchant par ailleurs à rafistoler ses lois et à faire de petites concessions au puissant mouvement ouvrier et populaire pour essayer de contrôler et de freiner sa marche en avant vers la liberté et une authentique démocratie.(...)

La récente grève générale de la classe ouvrière et du peuple d'Euskadi montre le chemin par lequel nous atteindrons la démocratie et la liberté nationale : le renversement de la dictature. Sans pacte d'aucune sorte avec l'un de ses secteurs. Sans compromis avec ceux qui veulent rogner cette liberté et cette démocratie à la mesure de leurs propres intérêts. On ne pactise pas avec des assassins.

Euskadi est en lutte pour sa libération nationale, en lutte pour ses revendications, pour que Jesus Mari Zabala Erasan soit la dernière des victimes de la dictature. Nous voulons nous joindre au combat de notre peuple et nous le faisons de la seule façon qui nous soit possible : la grève illimitée de la faim.

Pour la libération de tous les prisonniers politiques et le libre retour des exilés !

Pour la dissolution des corps de répression !

Pas d'impunité pour les responsables des crimes franquistes !

A BAS LA DICTATURE !

Gora Euskadi Askatuta

27 septiembrea

euskadi en lucha

Puerto Santa Maria, 17 septembre 1976